

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

numéro

spécial

250

CONCOURS  
Gagnez  
un voyage en *TUNISIE*  
(détails à l'intérieur)

SEPTEMBRE - OCTOBRE 1994

3,75 \$

Entrevue  
**MICHAËLLE  
JEAN**

«Quoi dire à  
un enfant noir  
né ici?»

SCANDALE

la privatisation de l'amiante

DOSSIER

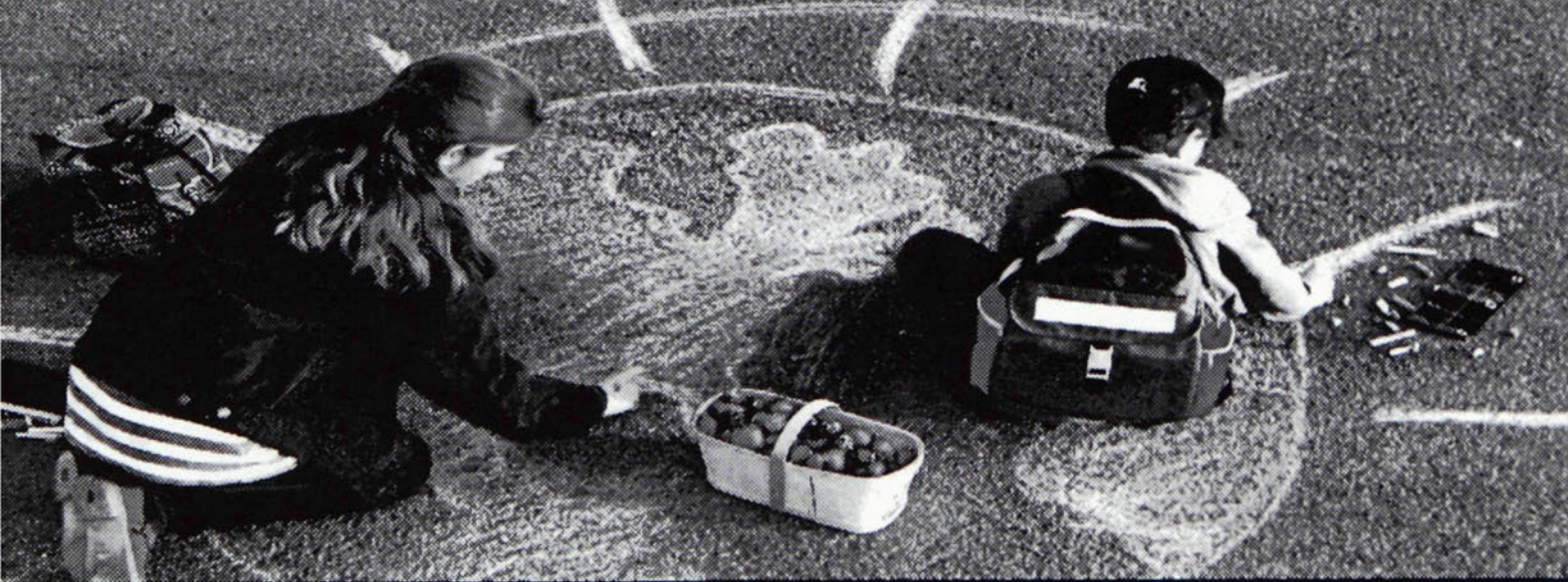
**L'AFFAIRE  
MAZARIN**

Une vente de feu  
du gouvernement



10

Démocratiser  
l'avenir



- en reprenant le contrôle de notre travail
- en protégeant les services publics
- en refusant l'exclusion sociale des jeunes, des femmes, des pauvres
- en misant sur la solidarité sociale

choisir l'espoir!

 CEQ



16

PHOTO: BENOÎT AQUIN

ÉDITORIAL

4

ENTREVUE

16

• **Michaëlle Jean, journaliste**

«**QUOI DIRE À UN ENFANT NOIR NÉ ICI?»**

Elle a vécu l'exil et l'engagement social, elle est maintenant journaliste, une des meilleures qui soit. Préoccupée par Haïti, par le Québec, par la situation des femmes, elle aborde le journalisme sans avoir peur de s'impliquer. Elle croit passionnément au Québec, malgré l'adversité.

DOSSIER

28

• **La privatisation de l'amiante**  
**VENTE DE FEU**

**LE SCANDALE DE «L'AFFAIRE MAZARIN»**

Après plusieurs mois d'enquête, **VO** révèle le scandale de la privatisation des mines d'amiante, des entreprises profitables, «données» en septembre 1992 à la Société d'exploration minière Mazarin. Tous les dessous d'une histoire voulue confidentielle.

Dans sa vente de feu, le gouvernement libéral a non seulement «oublié» de faire de l'argent, il en a également donné aux gens qui ont «acheté» nos sociétés d'État! Les Libéraux voulaient vendre, et ils étaient prêts à... en payer le prix.

28

PHOTO: PATRICE LAROUË



BILLET	7
POINT DE VUE	8
AUX ÉTATS	11
PHOTO-REPORTAGE	12
BANDE DESSINÉE	14
VIE ET CULTURE	22
LIRE	25
CHRONIQUE INSOLENTÉ	43
SUR LA PLANÈTE	44
QUÉBEC EN COULEURS	47
EN MOUVEMENTS	48
TOUR DU QUÉBEC	54

# VO

## VO: LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

**Conseil d'administration:** Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Sylvio Gagnon, Ginette Gaudreault, Clotilde Lemay, Monique Tremblay.

**Comité de rédaction:** Louise Boivin, Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, France Paradis, Pierre Viau.

**Collaborations régulières et membres de comités:** Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Maryse Robert, Pierre Viau.

**Rédacteurs en chef:** Daniel S.-Legault et Jean Robitaille.  
**Coordination, promotion, publicité:** Jean Robitaille. **Visuel, comptabilité, montage des couvertures:** Daniel S.-Legault.  
**Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Caroline Maria.

**Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc.

**Distribution:** Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513

**Fréquence de parution:** 6 numéros par an.

**Photos couverture:** M. Jean, par Benoît Aquin.  
 En médaillon: photo de Patrice Larouche.

**Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans. Institutionnel: 28\$/an. Soutien: 28\$/an.  
 Étudiant ou sans emploi: 14\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an. Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste).

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont inscrits dans le répertoire analytique de presse *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°250, 1<sup>er</sup> septembre 1994.

VO: 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7  
 Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

## «ÇA NE RELÈVE PAS DE LA POLITIQUE, ÇA RELÈVE DE L'ADMINISTRATIF»!

**N**ous sommes en campagne électorale. Tous les quatre ou cinq ans, les partis politiques donnent dans l'image et dans la rhétorique. Les chefs patinent, les membres posent des banderolles, les médias suivent. Depuis 15 ans toutefois, et peu importe l'élu-e, et peu importe le niveau de gouvernement, l'élection désigne un administrateur, un gérant d'épicerie, qui se fait fier de «*runner la business*» et de faire ses inventaires.

### DE PRIVATISATIONS EN SOUS-TRAITANCES

Tous ceux-celles qui, dès l'arrivée des Libéraux au pouvoir en 85, n'ont cessé de proclamer la mort de l'État-Providence et son remplacement par l'État-Provigo, doivent être fiers de leurs résultats. On se rappellera des rapports Gobeil, Fortier et Scowen, des noms des trois ministres de l'époque, un «comité de sages», qui énonçaient crûment les intentions du nouveau gouvernement libéral en matière de privatisation, de déréglementation et de politiques sociales. Suscitant beaucoup de remous, on laissa croire qu'ils finiraient sur les tablettes. L'histoire montre plutôt qu'ils ont été fidèlement appliqués. Le politique a refilé ça en douce à l'administratif.

Oui, l'État est bien transformé: les programmes sociaux sont devenus plus chiches et inquisiteurs, les écoles et les hôpitaux crient famine, la dette publique continue d'augmenter sous la pression d'une politique monétariste sans pitié...

«Laissons au libre marché le soin de gérer l'économie.» C'est ce qui a été fait. Beau gâchis... La majorité a écopé, mais une petite *gang* en a royalement profité. Quelques-uns-ont fait de l'argent, beaucoup d'argent, sur le bras de l'État et sur le dos de tous-tes les contribuables.

La vertu première, le principe sacré, est de réduire la taille du gouvernement, et de retirer à l'État son rôle d'entrepreneur économique. Le principe serait pourtant moins discu-

# LA GRANDE LIQUIDATION

JEAN ROBITAILLE ET DANIEL S-LEGAULT

LES GOUVERNEMENTS MISENT DE PLUS EN PLUS SUR LA PRIVATISATION ET LA SOUS-TRAITANCE POUR RÉDUIRE L'ÉTAT. LA DÉMONSTRATION DE LA NÉCESSITÉ DES PRIVATISATIONS MASSIVES N'A JAMAIS ÉTÉ FAITE, MAIS MÊME LE «COMMENT» DE LA PRIVATISATION PORTE SES SCANDALES, COMME CELUI DE L'AFFAIRE MAZARIN<sup>1</sup>.

table si son application ne se faisait toujours avec aussi peu d'habiletés en calcul. Les gouvernements n'ont ni la raison ni le mandat de privatiser à perte. «Pourquoi faire de l'argent quand on peut en donner?», semble être la marotte de notre gouvernement libéral quand vient le temps de privatiser.

## LES GENS D'AFFAIRES SONT EXCITÉS

Des subventions aux «créateurs d'emplois» ont été distribuées avec une générosité et une légèreté qui n'ont d'égal que la rigueur et la fermeté avec lesquelles on a coupé ailleurs; les multiples cadeaux à Raymond Malenfant, le roi des assistés-es sociaux-les, constituaient la pointe d'un iceberg inquiétant.

La vente de feu est spectaculaire: les gens d'affaires sont tout excités. Ils se promènent dans les officines gouvernementales avec un chariot comme d'autres dans un magasin à 1\$. Qui peut reprocher aux gens d'affaires de manœuvrer pour faire des sous ou de lancer des offres d'achat ridicules?

Occasions d'affaires inespérées pour l'entreprise privée, des sociétés d'État rentables ont été littéralement données au secteur privé. La vente en 1992 des actifs de la Société nationale de l'amiante, que nous relatons dans le dossier de ce numéro, en constitue l'exemple le plus probant, le plus scandaleux.

Les gens d'affaires se collent plus que jamais aux gouvernements, avec des moyens de communication privilégiés<sup>2</sup>. Au plus près la poche! Après leur séjour en politique, nos nouveaux-les politiciens-nes sont repêchés-es par l'entreprise privée. Les beaux retours d'ascenseur que ça donne! →



PHOTO BERNARD JEAY

**Privatisations à perte? Gaspillage de l'argent de l'État au profit d'intérêts privés? Le gouvernement ne voit pas de problème...**

1 Voir notre dossier sur «l'affaire Mazarin» en page 28.

2 Sujet de l'éditorial «Des consultations bidon», VO n° 248.

---

«Laissons au libre marché le soin de gérer l'économie.»... Beau gâchis!  
La majorité a écopé, mais une petite *gang* en a royalement profité.  
Quelques-uns-es ont fait de l'argent, beaucoup d'argent, sur le bras de  
l'État et sur le dos de tous-tes les contribuables.

---

Au mois de mai dernier, Mario Bertrand était le premier à déclarer que c'est parce qu'une campagne électorale approchait que le gouvernement voulait l'obliger à remettre le million de dollars réalisé indûment comme actionnaire (privilegié) de la société M3i, une succursale de Hydro-Québec. En d'autres temps, l'affaire (qui ne semble pas avoir suscité trop de remords!) aurait été étouffée.

### LA VENTE SE POURSUIT!

Non content de ce triste bilan en matière de privatisation, le ministre des Finances, André Bourbeau, en rajoutait dans son plus récent discours budgétaire. La vente de feu se poursuivra: 11 autres sociétés d'État, dont la SAQ, seront privatisées.

Au colloque d'Hydro-Québec, à l'UQAM le printemps dernier, les partisans-es de la privatisation d'Hydro ont refusé l'invitation d'aller débattre publiquement de la question, préférant sans doute travailler dans l'ombre.

Le 22 juin, on apprenait que les Jardins de Métis, lieu touristique exceptionnel qui attire près de 100 000 visiteurs-ses par année, étaient à vendre. Dans les heures suivantes, deux offres étaient reçues.

### LE POLITIQUE EST MORT, VIVE L'ADMINISTRATIF!?


Quelle garantie avons-nous que notre patrimoine économique ne sera pas encore une fois sommairement dilapidé? Les contrats demeureront-ils à nouveau confidentiels? Qui pourra s'assurer que les futures négociations se dérouleront selon les règles de l'art? L'ancienne ministre Lise Bacon nous affirme que toutes ces opérations relèvent du personnel administratif, que le politique n'a pas à se mêler des négociations. Le Conseil des ministres devant se contenter, selon elle, d'évaluer en bout de ligne les meilleures décisions à prendre.

Que Mazarin et ses dirigeants aient fait un coup d'argent sur nos richesses collectives, c'est déjà pas très rigolo. Mais que les ministres et hauts fonctionnaires tentent de nous faire croire qu'il s'agissait du meilleur *deal* possible, ça devient carrément indécent. Quels intérêts défendent-ils? Les intérêts de la collectivité, ceux de l'État et des contribuables, ou des intérêts privés, de gens d'affaires qui cherchent les bonnes passes? Et pourquoi les responsables de cette triste affaire demeurent-ils si muets, refusant tout autant d'accorder des entrevues que de rendre public le contrat de vente? La population se ferait singulièrement fourrer et elle ne devrait pas le savoir? De quel droit? «La publication de ces informations pourrait porter atteinte aux intérêts financiers des parties en cause, voire même, aux intérêts de la collectivité québécoise tout entière» (sic), nous disent la Commission d'accès à l'information et la Cour supérieure du Québec.

Dans l'affaire Mazarin, le PQ n'a pas joué son rôle d'opposition. Avait-il peur de se faire reprocher à nouveau la nationalisation de l'amiante des années 70?

Nos gouvernants-es sont responsables de nos actifs. Le Conseil des ministres et le Premier Ministre doivent répondre de ces erreurs.

On peut sérieusement se demander si en tant que propriétaires et gestionnaires d'une entreprise privée, nos gouvernants-es pratiqueraient les mêmes règles de générosité dans la vente de leurs biens. Quand il s'agit de l'argent des autres, leur conception du bien collectif semble drôlement bien s'harmoniser avec certains intérêts privés.

Il faudra apporter des correctifs, et des mécanismes de contrôle: publication des transactions et disponibilité des détails, normes comptables plus strictes, imputabilité des hauts-fonctionnaires. Il faudra que cessent ces distributions de cadeaux. 

**Ne manquez pas dans  
le prochain numéro...  
Novembre-décembre 1994**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

**LE NOUVEL-ÂGE... CRITIQUE**

DOSSIER:

**La reconversion de  
l'industrie militaire  
au Québec**

## LE VENDEUR DE VIANDE

DANIEL S.-LEGAULT



«S

**URVEILLE-LÉ TON POULET:** si y'est chaud, y va marcher tout seul!

- Y'é pas chaud, pi c'é pas du poulet!

- Mont'lé donc, une minute, pour voir...»

Toujours debout, le gars s'est approché de la table de l'autre, a sorti de son sac un paquet de boeuf haché rouge vif.

«C'é daté d'aujourd'hui!»

L'argument de vente était lancé. L'autre ne répondait pas. Mais il n'achetait pas non plus.

Quand le vendeur de viande est sorti de la taverne, après avoir approché toutes les tables, tout le monde s'est mis à parler de lui, et à commenter.

«Y va essayer de les vendre à l'aut'place, mais t'check ben, y va r'venir... 20\$, c't'un vrai voleur.»

Il ne faisait pas d'ironie. Très sérieux le monsieur. Il y avait des limites à vendre cher, surtout des choses volées. Après un long silence, un autre client qui avait demandé à examiner la marchandise, est intervenu à son tour, avec une autre explication qui fit autorité...

«Daté d'aujourd'hui! Y'était peut-être daté d'aujourd'hui mais y'était chaud. Ça veut dire qu'il l'a piqué ça fait au moins 2 heures! Par le frette qu'y fait dehors... ça fait au moins 2 heures.»

J'ai compris à ce moment-là qu'il n'avait pas examiné la marchandise pour voir la date d'emballage, mais surtout pour prendre la température du paquet, en véritable connaisseur. Et il avait hésité à donner son secret, pour éviter probablement que le vendeur de viande ne le déjoue la prochaine fois en réfrigérant son paquet jusqu'à ce que vente s'en suive.

• • •

Dans les prochaines heures, la vie ordinaire va couler, la bière aussi. Il n'y aura ni violence, ni vendeur de viande, ni bataille. Seulement l'habituel du peuple tranquille, qui se débrouille...

PHOTO DENIS FROUX

**À** Montréal, chaque élection municipale qui revient pose la même question aux différents groupes populaires<sup>1</sup> et communautaires qui luttent pour des changements de fond dans notre société. Peut-on intervenir sur la scène électorale sur nos propres bases?

En l'absence d'organisations politiques autonomes, nombre de militants-es des mouvements sociaux<sup>2</sup> se résignent depuis plusieurs années à s'engager dans des stratégies d'influences au sein des partis politiques qualifiés de progressistes pour les influencer de l'intérieur. Le Rassemblement de Montréal (RCM) représente l'exemple type du parti progressiste et démocratique (programme intéressant où se retrouvent certaines revendications populaires et des candidats-es issus-es des mouvements sociaux).

Certains-es militants-es semblent convaincus-es de voir le parti politique progressiste «faire de grands changements» en faveur des intérêts défendus par les différents mouvements sociaux. Toutefois, à la lumière des expériences passées, sur des enjeux que les groupes populaires-communautaires considéraient comme très importants, beaucoup de militants-es sont ressortis-es déçus-es des prises de positions et de l'action politique de certains-es élus-es au sein d'un parti au pouvoir.

### TRAHISON OU LOGIQUE DU POUVOIR?

Avant d'arriver au pouvoir, la base militante du parti semble détenir, et souvent dans les faits elle la détient, une réelle influence (programme du parti, candidat-e issu-e des mouvements sociaux, etc...) au sein de l'organisation. Mais lorsque le parti politique accède

- 1 Cette logique vaut aussi pour l'ensemble des organisations des différents mouvements sociaux (syndical, féministe, écologiste, pacifiste, etc.), sur la scène politique québécoise ou canadienne.
- 2 En fait ce sont, en général, les militants-es des groupes, sur une base personnelle, qui agissent.

# MOUVEMENT POPULAIRE- COMMUNAUTAIRE ET ÉLECTION MUNICIPALE: DES CANDIDATURES INDÉPENDANTES

MARCEL SÉVIGNY



En pré-campagne électorale!

Jérôme Choquette,  
un survenant...



La soirée de l'élection du RCM...

PHOTO: JACQUES NADEAU

PHOTO: YVES PROVINCER, AGENCE CHRONO-PRESSE

PHOTO: YVES PROVINCER, AGENCE CHRONO-PRESSE



En 1988, une créature du RCM: Accès-Montréal.

au pouvoir, sa dynamique interne est bouleversée, tout se bouscule. Deux choses arrivent. D'abord les élus-es reçoivent la tâche exclusive de réaliser le programme. Le focus ne tarde pas à se transposer sur le groupe des élus-es devenus-es des vedettes et des professionnels-les de la politique locale. Le caucus des élus-es voit alors son influence grandir à l'intérieur du parti jusqu'à détenir une suprématie bien sentie en terme d'influence et de pouvoir. La participation des élus-es dans les nombreuses structures du pouvoir municipal les force à diminuer les contacts avec la base. Ils-elles ne participent plus à la vie du parti, mais à celle du gouvernement. De plus en plus, les élus-es se font le-la porte-parole du gouvernement municipal à l'intérieur du parti. Le parti sera donc sous la coupe de ceux-celles qui détiennent le pouvoir politique à l'Hôtel de Ville.

Deuxième chose, lors de l'accession au pouvoir, le parti s'affaiblit beaucoup. Plusieurs militants-es influents-es de la base sont élus alors que d'autres obtiennent un poste au sein du gouvernement municipal. Le parti se vide, la relève devient plus rare, souvent inexpérimentée. Le parti n'a pas prévu jouer un rôle de chien de garde dans la nouvelle dynamique, faisant au contraire une confiance aveugle à l'équipe de l'Hôtel de Ville. Il ne s'agit plus que d'une question de temps avant que le parti ne soit plus qu'un réservoir de main-d'oeuvre électorale. Le parti est alors coupé en deux. La tête d'un côté à l'Hôtel de Ville, les bras de l'autre dans l'organisation des campagnes électorales.

Les élus-es doivent se positionner au sein même du caucus. L'épreuve du pouvoir s'engage. Orientations politiques personnelles, importance que l'on accorde à défendre des revendications populaires de quartier lorsqu'on est issu-e de ces milieux, choix de carrière, influence au sein du caucus et du Comité exécutif, soif du pouvoir, etc... Tout se joue en fonction du fait qu'un petit groupe de quelques élus-es détient et exerce le pouvoir dès le lendemain d'une élection.

Ainsi, si un-e élu-e s'attelle à la tâche de défendre prioritairement des revendications populaires et les propositions les plus radicales du programme, il-elle est assuré-e d'être marginalisé-e à l'intérieur du gouvernement municipal.

À cause du fonctionnement même des partis politiques traditionnels et la logique du pouvoir hiérarchisé, la stratégie d'influence ne devrait être utilisée qu'à court terme et que de manière «exceptionnelle», concertée et avec des objectifs bien précis de la part des mouvements sociaux.

À moyen et long termes, cette stratégie enferme les militants-es populaires-communautaires dans un cul de sac politique et social, et nous fait individuellement et collectivement régresser sur le plan démocratique.

#### DES CANDIDATURES SUR UNE BASE AUTONOME

Comment poursuivre, sur le terrain électoral, l'action quotidienne et directe

tout en évitant de créer l'illusion que notre intervention sur la scène électorale soit perçue comme LA solution?

Certaines conditions essentielles doivent être réunies. En voici quelques-unes.

- Utiliser l'élection pour faire connaître les luttes quotidiennes – ce qui permettrait de donner une autre signification à la campagne électorale.
- Choisir une candidature du mouvement populaire-communautaire sur la base des enjeux locaux et d'un processus démocratique différent – pour établir une forme de contrat entre le mouvement populaire-communautaire local et le-la candidat-e.
- Viser le renforcement des contre-pouvoirs dans les quartiers en misant sur une stratégie d'opposition face aux pouvoirs traditionnels – miser sur des formes de démocratie directe et participative pour régler les problèmes locaux. Cette idée de prise en charge est une forme de contre-pouvoirs et devient par le fait même en opposition aux pouvoirs établis.
- Susciter l'implantation d'un réseau de candidatures populaires-communautaires de quartier – il s'agit de manifester l'intérêt pour élargir les liens, les débats et promouvoir nos intérêts.

#### QUELQUES PROBLÈMES À RÉSOUDRE

Tous et toutes savent bien que si le mouvement populaire-communautaire ne s'est pas donné d'instruments politiques autonomes sur la scène électorale, c'est à cause des faiblesses du mouvement et celles du projet politique en gestation.

C'est vrai que les mouvements sociaux sont divisés et il est bien évident qu'il faut tenir compte de ces problèmes. Toutefois, certains-es leaders de la base, dans quelques quartiers, pourraient mettre leurs capacités de regroupement et de concertation de l'avant, et permettre que puisse se vivre une expérience ou des expériences de campagne électorale sur une base autonome.

Cela suffirait peut-être pour aider à briser le défaitisme politique que nous sentons à l'approche d'une campagne électorale.

# Enraciné dans la région de l'amiante

Le Syndicat des Métallos entreprenait avec succès, au début des années '80, une campagne internationale contre le bannissement de l'amiante. Aujourd'hui, l'industrie connaît une remontée, 1500 emplois ont été sauvés et la menace du bannissement est écartée.

Représentant la majorité des travailleurs de l'amiante, les Métallos sont également présents dans d'autres secteurs d'activités comme chez Bilco, Sables Olimag, Polybois, Métallurgie Castech, R Laflamme, Continental Convoyeur, Béton de l'amiante, Fibre de verre GSB, Breuvages Mégantic, etc.

Arnold Dugas, directeur



Cadres d'entreprises, privées ou publiques, si vous désirez rejoindre d'autres cadres dans votre démarche d'affirmation et de défense de vos intérêts socio-économiques, contactez-nous!

CNCQ

CONFÉDÉRATION NATIONALE DES CADRES DU QUÉBEC

920, rue Victoria, bureau 150

Greenfield Park (Québec) J4V 1M9

Téléphone: (514) 465-0360 Télécopieur: (514) 465-0444

## LA RENTRÉE du COMMUNAUTAIRE

Jeudi le 15 septembre 1994

- Avant que vos agendas ne se remplissent.
- Avant que les téléphones ne vous énarvent.
- Avant les premières craintes de coupures.
- Avant de créer une nouvelle coalition.

Avant l'épuisement:

IL FAUT VENIR À LA RENTRÉE DU COMMUNAUTAIRE

Au restaurant du Parc Lafontaine

Fête champêtre à partir de 15h00

CENTRE DE FORMATION POPULAIRE Tél. (514) 842-2548



# 250 FOIS BRAVO! ET BON ANNIVERSAIRE



Alliance des professeurs  
et professeurs de Montréal (CEQ)



MARYSE ROBERT

## LES TÉLÉ-BANLIEUSARDS-ES ÉTATS-UNIENS-NES: RETOUR À LA TERRE

Un nouveau phénomène est en train de voir le jour aux États-Unis: l'arrivée des télé-banlieusards-es. Qui sont-ils? Que font-ils? On en compte environ 10 millions aux États-Unis. Ce sont des gens qui, grâce aux nouveaux moyens de télécommunications<sup>1</sup>, peuvent travailler à des centaines ou même des milliers de kilomètres de leur employeur.

En général, ce sont des gens qui ont choisi de vivre loin des grandes villes, de la pollution et de la violence. Plusieurs petits villages ont vu leur population augmenter au cours des dernières années aux États-Unis. C'est la vie paisible et l'inaccessibilité de ces villages qui les rendent attrayants.

Parmi les catégories d'emploi plus susceptibles d'attirer et de générer des télé-banlieusards-es, il y a évidemment les écrivains-es, les consultants-es, les dessinateurs-rices de logiciel, les personnes à leur compte, mais aussi les avocats-es, les comptables, les courtiers-ères et bien d'autres. Philip M. Burgess, président du Center for the New West, prépare pré-

sentement une étude sur les télé-banlieusards-es. Il affirme que leur nombre augmentera de 50% d'ici cinq ans. Monsieur Burgess est lui-même l'exemple type du télé-banlieusard.

### VIVRE

Son centre est situé dans les montagnes rocheuses, à Denver. Mais Philip Burgess est un homme qui aime la mer, la voile. Il vient donc de déménager à Annapolis au Maryland, la première capitale des États-Unis, une agréable petite ville à une heure de Washington. Son centre est pourtant toujours situé à Denver au Colorado. «Il y a un an, je me suis demandé ce que je voulais faire de ma vie, j'ai alors réalisé que je voulais vivre près de la mer. La Baie de Chesapeake est un merveilleux endroit», de dire Philip Burgess.

Alors que plusieurs personnes sont insatisfaites de la vie urbaine et du peu de contacts humains qu'on peut y trouver, les télé-banlieusards-es sont des gens qui sont passés aux actes. Le phénomène est à ce point important qu'on estime aux États-Unis qu'il amènera des changements majeurs dans la vie des ménages. Philip Burgess croit que «c'est le plus important mouvement social depuis l'arrivée des ménages à deux revenus après la deuxième guerre mondiale.»

Les constructeurs immobiliers ont compris l'importance du phénomène: c'est pour eux un nouveau marché. L'impact économique que ces gens peuvent avoir sur de petites communautés est non négligeable. Ils contribuent au maintien de certaines institutions. Par exemple,



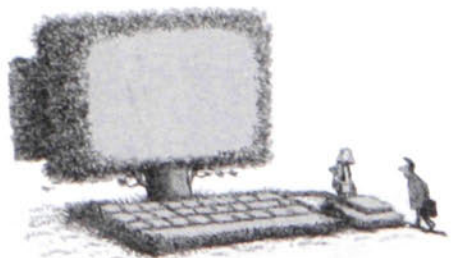
des écoles pourront rester ouvertes parce qu'il y aura assez d'enfants dans le village. De nouveaux services seront aussi créés. De petits restaurants, des magasins profiteront des dollars de ces nouveaux-lles arrivants-es.

### UN CHOC DE CULTURES?

Il y aura inévitablement des frictions entre les deux cultures si le nombre de télé-banlieusards-es atteint un seuil important. Ils-elles exigeront de nouvelles lignes téléphoniques pour transmettre leurs données, l'accès à la téléphonie cellulaire, une bibliothèque municipale, des aliments naturels et d'autres choses encore.

À l'aube du prochain millénaire, nos voisins-es sont à la recherche de nouveaux modes de vie. Les télé-banlieusards-es semblent avoir trouvé un de ces moyens, loin de la violence et de la pollution de leurs mégapoles. Les régions rurales et semi-urbaines seront sans doute les grandes bénéficiaires de ce retour à la terre, version 90s.

1 Principalement les ordinateurs personnels et modems, les télécopieurs et le système Internet.



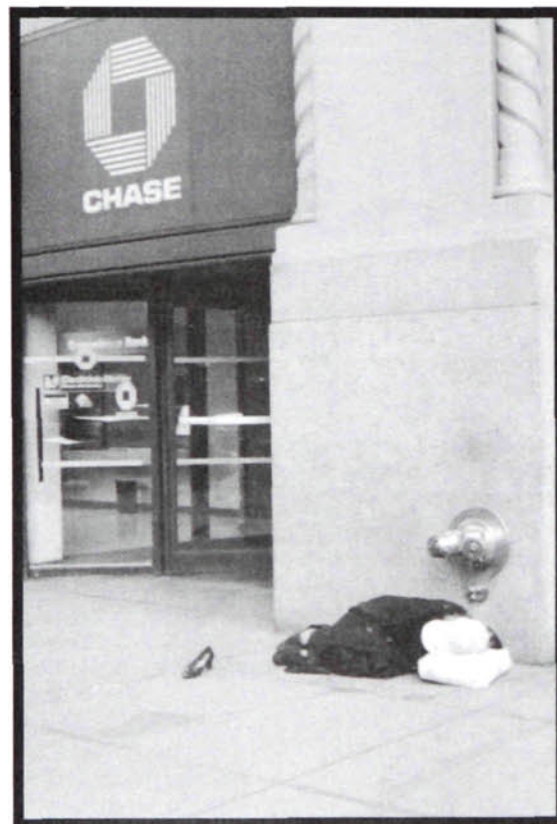


PHOTO JULIE PERREAULT

# NEW YORK

## LES DEUX SOLITUDES

PHOTOS: XAVIER LLUIS (AGENCE CHRONO-PRESSE) ET JULIE PERREAULT BOUCHER  
TEXTE: MARIE-JOSÉE

Établi au cœur de l'archipel de New York, Manhattan forme, avec le Bronx, Brooklyn, Queens et Staten Island, les cinq principaux bourgs (*boroughs*) de la ville. Énormes sont les disparités sociales de cette île en majorité cossue.

Selon une étude menée récemment par le Dr Andrew Beveridge, directeur du Programme de recherche appliquée au Queens College, l'écart s'est accentué depuis 1980 entre riches et pauvres à Manhattan. Les gens pauvres ont vu leur



PHOTO X. LLUIS



PHOTO XAVIER LLUIS CHRONO-PRESSE



PHOTO X. LLUIS

### Différences entre riches et pauvres à Manhattan

	Riches	Pauvres
N'ont pas complété leur secondaire	3,4%	69,9%
Inscrits à l'école privée	89,5%	23,4%
Couples mariés	58%	24%
Propriétaires	75,1%	0%

Source: Sam ROBERTS, «Poor Gain, Rich Gain a Lot», *New York Times*, 20 mars 1994, section XIII-CY, p. 6.

# NEW YORK

## DE MANHATTAN

CHRONO-PRESSE) ET JULIE PERREAULT BOUCHER

revenu annuel moyen passer de 13 449\$ à 16 420\$, une hausse de 22%. D'autre part, le revenu annuel moyen des habitants-es plus aisés faisait un bond de 72%, progressant de 119 164\$ à 301 208\$ (en dollars américains 1990).

De plus en plus cosmopolite, New York accueille chaque année 100 000 nouveaux-les arrivants-es. Mais l'île de Manhattan demeure, après Staten Island, la région où on compte le plus grand nombre d'États-unien-s blancs. Un sondage conjoint mené en mai 1993 par le quotidien *New York Times* et la chaîne de télévision CBS révélait que 59% des habitants-es de Manhattan sont de race blanche, alors que 18% sont Noirs-es.

Dans toute cette configuration, le niveau d'instruction constitue un facteur très important. L'étude de Beveridge révèle que 70% des résidents-es du quartier pauvre de Washington Heights n'ont pas terminé leurs études secondaires, tandis que la proportion tombe à 32% chez leurs voisins-es vivant dans le Upper East Side, le quartier le plus cossu de Manhattan.

La récession mondiale n'a pas non plus épargné New York. Depuis 1989, on estime que 350 000 emplois ont été perdus dans tout l'archipel. Par contre, la productivité s'est améliorée depuis 1992: l'automatisation a fait ses ravages. Le recul très net des emplois qui demandent moins de qualifications fait craindre le pire aux autorités

LES LIMOUSINES CÔTOIENT LES CLOCHARDS-ES. LES APPARTEMENTS LUXUEUX SONT INSONORISÉS, CLIMATISÉS ET INABORDABLES.



PHOTO X. LLUIS



PHOTO X. LLUIS



PHOTO X. LLUIS



PHOTO X. LLUIS



PHOTO X. LLUIS



PHOTO X. LLUIS


newyorkaises: dégradation sociale, hausse des crimes et pauvreté accrue.

Néanmoins, des programmes d'aide, comme le projet Genesis II, sont en cours de chantier pour venir en aide aux pauvres au plan du logement. Après trois années d'âpres débats, on annonçait, en novembre dernier, la construction d'un édifice de douze étages qui devrait loger 94 sans-abri dès le début de l'an prochain. Situé dans le quadrilatère formé par les artères East 13th et 14th Street, le terrain où se dressera l'édifice était vacant depuis une vingtaine d'années. L'immeuble offrira notamment des soins médicaux, des services-conseil aux résidents-es, ainsi que diverses activités communautaires. De même le projet du quartier Bradhurst, où est concentrée la plupart des gens pauvres de Manhattan, vise la rénovation et la construction d'appartements pour 2 200 familles dans le besoin.

Une enquête *New York Times*-CBS faisait ressortir que comparée aux autres bourgs, les habitants-es de l'île ont des attitudes plus libérales sur des questions aussi délicates que l'éducation sexuelle, l'homosexualité et l'appartenance reli-

gieuse. Selon Mitchell I. Moss, directeur du Centre de recherches urbaines de l'université de New York, la culture de Manhattan est si tolérante que ce qu'elle conçoit comme norme serait totalement inacceptable dans d'autres secteurs de New York. Reste à voir si cette ouverture d'esprit pourra servir à combler, à long terme, les inégalités.

### Bibliographie:

- «Automation keeps many service jobs falling in New York City amid business gains», *New York Times*, 18 avril 1993.
- «A poll lends credence to the view of New York as a city of two souls», *New York Times*, 23 mai 1993.
- ROBERTS, Sam, «New York City census profile shows stark changes in decade», *New York Times*, 22 juin 1993.
- LAMBERT, Bruce, «Amid dispute, work to start on housing for homeless», *New York Times*, 21 novembre 1993.
- ROBERTS, Sam, «Poor Gain, Rich Gain a Lot», *New York Times*, 20 mars 1994.
- FENEY, Frédéric, «New York: Bien plus qu'une ville, un monde extrême», *GÉO*, n° 183, mai 1994. 

## LE MONDE VU D'EN BAS



*Nous voulons...*

une société  
fondée sur le droit au travail  
l'équité  
et le partage de la richesse collective.

*Faisons, ensemble,  
entendre  
notre voix!*



## La formation, un atout pour l'action!

Production vidéo ♦ Formation ♦ Location de salles



Centre  
st-pierre

1212, rue Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7  
Tél. (514) 524-3561

LE PERSONNEL PROFESSIONNEL DES COMMISSIONS SCOLAIRES

FIER DE SON TRAVAIL EFFECTUÉ

AUPRÈS DES ÉLÈVES JEUNES ET ADULTES,  
DES PARENTS, DU PERSONNEL ENSEIGNANT  
ET DE LA COMMUNAUTÉ SCOLAIRE,  
SOUHAITE UN BON 250<sup>e</sup> À VIE OUVRIÈRE.

*NOUS Y SERONS !*



FÉDÉRATION DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS  
DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC (CEQ)

# MICHAËLLE JEAN, JOURNALISTE «QUOI DIRE À UN ENFANT NOIR QUI NAÎTRA ICI?»

MARTINE D'AMOURS

MICHAËLLE JEAN EST ARRIVÉE AU JOURNALISME PAR HASARD, APRÈS UN LONG DÉTOUR PAR L'ENGAGEMENT SOCIAL ET PAR L'EXIL. CELA ALLAIT MARQUER À JAMAIS SA FAÇON DE VOIR ET DE PRATIQUER LE MÉTIER.

Elle quitte Haïti en 1968, à l'âge de dix ans. Le père, un homme torturé, brisé, est parti le premier. Et voici qu'à l'aéroport de Port-au-Prince, sa femme et ses deux filles attendent de prendre l'avion, sans vraiment être certaines, jusqu'à la dernière minute, qu'«on» ne les empêchera pas de partir. Alors que sa mère tremble comme une feuille, la jeune Michaëlle a l'impression d'assister à ses propres funérailles. «Des amis sont venus nous saluer mais ils se tiennent à distance, de peur d'être identifiés par la police. Tout se passe dans les regards. Les gens pleurent parce qu'ils ne savent pas s'ils vont nous revoir. Je les ai vus me pleurer comme si j'étais morte.»

## LE BILLET DE RETOUR

En 1986, c'est au tour des Duvalier de prendre l'avion sans billet de retour. Michaëlle, 28 ans, ramasse ses sous et, dans l'allégresse, refait à l'envers le chemin de l'exil. «Je découvre alors un pays complètement changé. Le créole est partout, les radios sont libres, la parole est libre. Il y a des barricades, des manifestations, les jeunes sont dans les rues, les femmes sont dans les rues... Moi, je prends des tonnes de notes.»

De retour à Montréal, elle publie des articles, coordonnant notamment un numéro spécial de *La parole métèque* sur les femmes et le changement en Haïti. La cinéaste Tahani Rached lui propose alors de se joindre à son équipe qui doit tourner en Haïti un documentaire pour l'Office national du film et quelques reportages pour *Le Point* de Radio-Canada. Sans rien connaître au documentaire, sans jamais s'être considérée journaliste, Michaëlle Jean accepte. Ce sera son baptême du feu.

La cinéaste et son équipe arrivent en Haïti juste avant les premières élections de l'automne 1987. Les duvaliéristes, écartés de la scène politique pour dix ans en vertu de la nouvelle Constitution, commencent à jouer dur. On sent l'escalade de la terreur. Tahani Rached et ses collègues s'en vont tourner dans la région rurale de l'Artibonite. Une nuit, les macoutes leur tirent dessus et mettent le feu au presbytère qui les abrite. «Ils voulaient nous faire brûler vivants. Heureusement, en tirant des coups de feu, ils ont percé la citerne, et l'eau s'est répandue partout.» Le groupe doit probablement la vie au fait que des paysans-es, alertés-es par le bruit, ont fait retentir le *lambi* (un gros coquillage que

les esclaves marrons utilisaient pour communiquer entre eux), incitant leurs semblables à affluer en masse vers le presbytère. Nombreux, bruyants, ils ont fait fuir les macoutes. «Je revois tous ces yeux dans la nuit, plein de larmes ou de colère.»

Michaëlle Jean n'oubliera jamais. Devant tous ces gens qui prenaient le risque de témoigner, au péril de leur vie, ces gens qui lui faisaient confiance et qui tenaient à ce qu'elle raconte ce qu'elle avait vu, elle est investie d'un sentiment de responsabilité qui ne l'a pas quittée depuis. C'est à partir de ce moment qu'elle commence à se dire journaliste. C'est d'ailleurs suite à la diffusion de ce reportage qu'elle entre à Radio-Canada, d'abord à l'émission *Actuel*, puis à Montréal ce soir et au *Point*.

## LITTÉRATURE, MILITANCE ET JOURNALISME

La jeune femme avait toujours travaillé pendant ses années d'études universitaires en littérature comparée. «Les Lettres peuvent être un milieu hermétique; le travail a sauvé ma conscience sociale», écrivait-elle à ce propos.

À la fin des années 70, elle compte parmi les pionnières des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale. C'est à elle qu'on doit la première recherche sur les agressions sexuelles en milieu conjugal,





PHOTO BENOÎT AQUIN

«L'objectivité c'est un leurre. Aux portes d'un bidonville, tu as deux choix, y entrer ou demeurer à l'extérieur, et les deux choix seront subjectifs.»

### Pendant le tournage de *Tropique Nord*.



PHOTO JEAN-DANIEL LAFOND. COURTOISE CINEMA LIBRE

intitulée *La sexualité blessée*. Son militantisme au Regroupement des maisons d'hébergement l'amène à sillonner le Québec. Il lui permet aussi de s'enraciner, de réfléchir sur la société et sur sa condition de femme. Elle se réfère à ce qu'elle-même, sa soeur et sa mère avaient pu vivre, face au père, cet homme «brisé par l'exil, insupportable, qui devenait par moments notre ennemi.»

Cette attitude qui fit la militante façon aujourd'hui la journaliste. «Quand tu t'impliques, il faut que ça aille chercher une partie de toi, des émotions qui t'appartiennent, une expérience qui est la tienne. L'autre lien que je peux faire avec le journalisme, c'est l'écoute. Pendant des années, j'ai dû apprendre à écouter, à comprendre entre les mots, à saisir le non-verbal et cela, je l'utilise beaucoup en entrevue. Même avant l'entrevue, je cherche à établir une espèce de complicité avec l'autre, par mon écoute, ma présence, ma proximité.»

### QUAND LA CAMÉRA TOURNE

La télévision demande souvent aux journalistes d'aller chercher «juste un clip». De son propre aveu, Michaëlle Jean n'est

pas une bonne «clippeuse». Elle aime bien que dans l'entrevue, on permette à l'autre d'exister. Cela donne souvent des entrevues plus longues, et parfois des confidences qui ne passeront jamais à l'écran. Un jour ainsi, la journaliste interviewait une femme qui avait vécu la grande crise des années 30. Avant que la caméra ne tourne, cette dernière lui confia qu'elle avait alors perdu un de ses enfants, mort gelé. On a demandé à Michaëlle de lui faire raconter cet épisode devant la caméra. «J'ai refusé. Ça aurait été très bon, très fort, mais j'ai refusé parce que je savais que ça lui avait tout pris pour le dire une fois. On a parlé d'autre chose, du contexte, de la pauvreté, mais cela, je ne voulais pas qu'on le reprenne comme une anecdote. C'était entre nous.»

Quand arrive l'étape du pré-montage, où l'on fait les choix cruciaux pour la facture du reportage final, Michaëlle Jean admet qu'elle est acharnée, voire parfois intraitable, si elle craint que les personnes interviewées ne soient pas respectées. Elle donne l'exemple d'un récent reportage sur le trafic de drogue dans la Petite Bourgogne. «La caméra tournait et tout à coup de jeunes Noirs, l'air un peu «rasta», sont entrés dans l'image. Ils ont beau avoir cette allure,

ils ne sont pas nécessairement des *dealers*, aussi n'ai-je pas accepté que cette image soit retenue dans le montage final, au moment où la narration parlait de drogue. Cela ne veut pas dire que je sois en train de ménager la communauté noire, cela ne m'a pas empêché de pointer les *dealers* noirs qui sévissent dans le quartier, mais je suis sensible au double sens des images.»

### L'OBJECTIVITÉ, L'INTÉGRITÉ

Elle aime ce métier qu'elle dit généreux. Pourtant elle en refuse la règle cardinale, la prétention première, la fameuse objectivité. «L'objectivité c'est un leurre. Aux portes d'un bidonville, tu as deux choix, y entrer ou demeurer à l'extérieur, et les deux choix seront subjectifs. La richesse de ce métier, c'est justement d'accepter d'être, d'exister en le faisant. Alors, je me permets de réagir, et en même temps, je me mets à l'épreuve. L'honnêteté, je crois, c'est d'accepter de mettre à l'épreuve sa propre vision des choses.»

Alors que signifie faire ce métier de façon intègre? Selon Michaëlle Jean, ce n'est pas nécessairement dire la médaille et l'envers de la médaille. C'est plutôt savoir nuancer constamment ses pro-

pres convictions, c'est laisser la place aux «oui, mais». C'est aller voir des gens qui militent pour un changement politique et soulever en même temps la désorganisation, les contradictions. «Un jour, j'ai interviewé Robert Malval, alors nouvellement investi premier ministre d'Haïti, et je lui ai demandé d'entrée de jeu comment on pouvait faire confiance à un premier ministre qui connaissait les attentes de ce pays, l'urgence de la situation et qui annonçait en même temps qu'il démissionnerait au bout de quelques mois. Même si par mon entrevue, je donnais un certain aval au personnage, même si je le croyais sincère, j'en soulignais les failles, les aspects un peu incongrus.»

### LES CHAUSSURES DE LA JOURNALISTE

Mais quand on est Noire et qu'on a milité dans les groupes de femmes pendant des années, n'y a-t-il pas des chances que les groupes de femmes et la communauté noire aient de fortes attentes face à votre travail de journaliste? «Bien sûr. Un des premiers reportages que j'aie eu à faire comme journaliste concernait la violence conjugale. J'ai compris qu'une rupture était en train de s'opérer avec mes ex-collègues militantes. J'avais maintenant derrière moi une machine de production, et je n'allais pas tourner un pamphlet. Soudainement, je devais **gagner** leur confiance. Je me suis sentie très seule.»

De la même façon, la communauté haïtienne a dû comprendre que la journaliste ne pouvait chausser les souliers de la militante, qu'elle ne pouvait à la fois manifester et couvrir la manifestation, qu'elle ne pouvait plus prendre certaines positions sans risquer de se placer en conflit d'intérêt. «Quand je fais des choses sur la communauté, les gens sont très présents, mais j'ai été obligée de leur dire par moments: je ne suis pas un haut-parleur. Je vais couvrir l'événement et peut-être que nous ne serons pas d'accord.»

Par ailleurs, ce qui a pu constituer une pression pour Michaëlle, c'est la conscience d'ouvrir une voie, étant la seule Noire à la télé. «Je me sentais une responsabilité par rapport à ce qui arriverait après moi. Il y a tous ces jeunes qui se voient dans cet espace, qui se disent qu'ils pourraient être à ma place. Être un modèle, c'est une responsabilité. On apprend à vivre avec cela, mais quand

on est perfectionniste, cela nous piège un peu.»

### UNE PEUR SUR LA NEIGE

En participant à *Tropique nord*, le film de son complice et mari Jean-Daniel Lafond, Michaëlle Jean est allée bien au-delà du journalisme traditionnel, bien loin de la sacro-sainte objectivité. «La démarche de Jean-Daniel m'a permis d'exister en tant que Michaëlle, avec ses souvenirs, ses émotions, sa quête.»

Le film s'ouvre sur un mauvais rêve: celui d'une fillette noire qui traverse un champ blanc de neige pour se rendre à l'école et qui entend de jeunes hommes lui crier: «Négresse, t'es sale, tu t'es pas lavée? Tu pues.» Et la voix *off* de Michaëlle Jean déclare: «La première tempête de neige réveille toujours ce mauvais rêve, cette même peur. Mon corps trop noir dans la ville trop blan-

che. Comme si l'hiver, qui fait les Québécois, faisait d'abord la différence.»

De là, la journaliste part en reportage. Rencontre de jeunes Blancs qui ont peur de l'immigration («Ça va être tout mélangé; la race blanche est menacée»), de jeunes Noirs qui sentent qu'on leur déclare la guerre à cause de la couleur de leur peau, une enseignante inquiète, une historienne qui retrace la présence noire au Québec depuis des générations. Histoire d'esclavage, histoire occultée.

### QUOI DIRE À UN ENFANT NOIR QUI NAÎTRA ICI?

Ce grand reportage aurait aussi bien pu s'intituler *Lettre à un enfant noir qui naîtra ici*, puisque Michaëlle Jean y travaille au moment où elle vient de faire une fausse couche, perdant son premier bébé. Le film, c'est à la fois le deuil de



PHOTO: BENOÎT AGUIN



PHOTOS BENOÎT AQUIN

«J'apprends qu'il y a eu des esclaves noirs à Montréal, des Patriotes noirs. Je me rends compte qu'il y a un pan de l'histoire québécoise auquel je pourrais m'accrocher davantage. Et là, je me sens Québécoise plus que jamais.»

cet enfant et tout ce qu'elle avait le goût de dire au moment où elle se préparait à le mettre au monde. Et, plus que la journaliste, c'est Michaëlle, la future mère, qui rencontre les gens, animée par une question: Comment peut-on assumer totalement d'être Québécois-e quand on est Noir-e et né-e ici?

Il n'y a pas de réponse facile à cette question, mais Michaëlle Jean en a recueilli des bribes au fil de son propre itinéraire. Elle doit une fière chandelle au pianiste de jazz Oliver Jones qui, pour les fins d'un reportage, l'amena un jour visiter son quartier natal, la Petite-Bourgogne. Une communauté noire, constituée à l'origine d'employés des chemins de fer, s'est établie depuis des générations dans ce quartier populaire qui jouxte le Saint-Henri si admirablement décrit par Gabrielle Roy dans *Bonheur d'occasion*. Deux communautés, une seule et même misère.

En y découvrant toute une génération de Noirs-es «de souche», la jeune femme est bouleversée. «Je me mets à lire là-dessus, je découvre l'historien Marcel Trudel, l'historienne Dorothy Williams. J'apprends qu'il y a eu des esclaves noirs

à Montréal, des Patriotes noirs. Je me rends compte qu'il y a un pan de l'histoire québécoise auquel je pourrais m'accrocher davantage. Et là, je me sens Québécoise plus que jamais. Cela peut sembler paradoxal, mais ce ne l'est pas, au contraire. Si on te donne prise sur cette histoire, qui n'est pas totalement constituée de Blancs, blonds aux yeux bleus, si tu découvres des personnages sur lesquels te projeter, des héros auxquels t'identifier, tu viens de trouver un moyen de t'intégrer.»

Michaëlle Jean trouve particulièrement important que les enfants noirs-es qui grandissent ici puissent faire cette expérience. «On a complètement raté le coche avec eux. Les Noirs de ma génération se disent Québécois, mais les plus jeunes se sentent exclus, ils ne se voient nulle part. Leurs références, ce sont les vidéoclips américains, avec les gangs, la drogue, les *pimps*, les affrontements avec la police.»

**LE RISQUE DE MONTRER LES CHOSES**

*Tropique Nord* met le doigt sur une vérité extrêmement inconfortable: il en

faut très peu pour que les intégrismes s'affrontent, à cause d'une couleur de peau. «C'est une situation explosive, admet Michaëlle Jean, inquiète. Mais, ajoute-t-elle, le film n'est pas là pour rassurer, il n'est pas là non plus pour faire peur. Il souligne l'urgence de poser le problème, d'en faire une priorité sociale. Comment ramasser ces préjugés? Comment ramasser tous ces gens qui vivent dans l'incertitude, qui s'affrontent sur des apparences?»

«Mais, se désole-t-elle, il y a de moins en moins de place pour faire des documents comme ceux-là. Ce n'est même plus une question de budget. Les télévisions livrent du «standard», une image rassurante des choses, des recettes faciles. Il ne faut pas que ce soit déprimant, il ne faut pas que ce soit préoccupant. S'il vous plaît donnez-nous du positif. Rares sont ceux qui prennent le risque de montrer les choses crûment, en admettant que les solutions ne sont pas trouvées d'avance.»

Du même souffle, elle déplore le recul des questions sociales dans la couverture médiatique. «Les gens qui parlent de solidarité ne sont plus au goût du jour, alors qu'une grande partie des solutions est là... Ou bien on repense les solidarités à petite échelle, pour qu'elles s'ajoutent en un projet global de société, ou bien on crève, bon sang! Dans les États-Unis de Ronald Reagan, on a démantelé les solidarités et les quartiers populaires sont devenus des champs de bataille. Est-ce cela qu'on veut?»

À la  
**BASE**  
Il y a les Gens



CENTRALE DES  
SYNDICATS  
DÉMOCRATIQUES

(514) 842-3801 (418) 529-2956

Que serait le Salon du Livre... sans...

## Le Livre – la Bible – Parole de Dieu?

Venez faire des découvertes au kiosque de l'ALEEC\*, du 17 au 22 novembre.

Librairie  
**CLC**

4257, ouest Ste-Catherine, Westmount, QC, H3Z 1P7  
Tél. (514) 933-9466, 933-7629

\*Association de Librairies et Editeurs Évangéliques du Canada



NOUVELLE PARUTION

### LA PAUVRETÉ CHEZ LES JEUNES

PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE  
ET FRAGILITÉ SOCIALE:  
UN BILAN

190 p.

LA PAUVRETÉ CHEZ LES JEUNES \* Madeleine GAUTHIER et Lucie MERCIER

Un bilan sur la pauvreté des jeunes qui présente, à partir de la littérature existante, la manière actuelle d'envisager le problème de la pauvreté: sa définition, ses mesures et ses explications.

COMPRENDRE POUR MIEUX AGIR...

\*\*\*

Disponible chez l'éditeur: TRAITÉ DES PROBLÈMES SOCIAUX (1264 pages • 69,95 \$)

INRS-IQRC

14, rue Haldimand, Québec (Québec) G1R 4N4  
Téléphone: (418) 643-4695 • Télécopieur: (418) 646-3317

# L'INFLUENCE SOCIALE DES PETITS PÉRIODIQUES AU QUÉBEC

D'INNOMBRABLES PETITES REVUES ONT PARSEMÉ L'HISTOIRE DU QUÉBEC. GHETTO DE RÉDACTEURS-RICES QUI SE LISENT ENTRE ELLES? OU PUBLICATIONS LIBRES QUI INFLUENCENT LE COURS DES CHOSES? INTELLECTUELS-LES, SYNDICALISTES ET POLITICIENS-NES DONNENT LEUR VISION.

AFEF BENESSAIEH

**D**es années 50 aux années 90, un nombre impressionnant de revues ont fait une incursion plus ou moins brève dans le paysage social québécois. On ne se souvient pas de toutes, mais les plus dérangeantes ont laissé leur trace dans la mémoire collective. «Je crois qu'il faut saluer leur rôle de déclencheur, d'éveilleur d'opinions et de brasseurs d'idées», estime Fernand Daoust, ex-président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). «La nécessité de telles publications n'est pas à démontrer. Quelqu'un qui veut être au fait du bouillonnement social doit se tenir au courant de ce qu'écrivent les journalistes de ces revues.»

Des journalistes aux lecteurs-rices, puis aux décideurs-ses, y a-t-il un lien? La plupart répondent que c'est le contexte historique, approprié ou non, qui fait la liaison entre la contestation écrite et l'événement social.

«J'identifie trois revues qui ont chacune coïncidé avec un mouvement politique et social particulier, avance Alain Saulnier, président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). *Cité Libre*<sup>1</sup> était porteuse du mouvement de modernisation de l'État québécois, qui voulait asseoir un fédéralisme d'un nou-

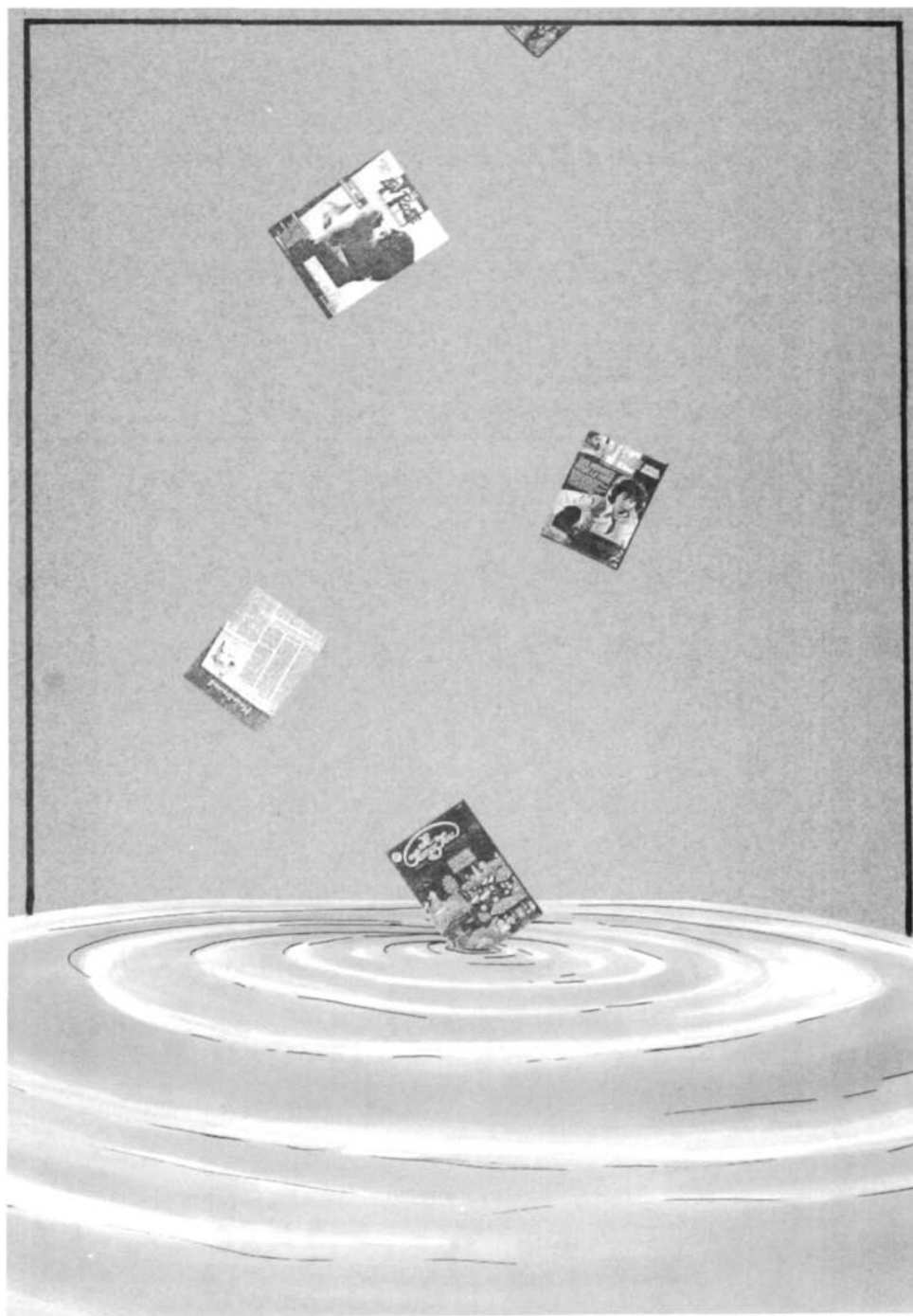


ILLUSTRATION DENIS RIOUX

1 *Cité libre*, de 1950 à 1968, tirait de 500 à 8 000 copies.

# COMME UNE PIERRE LANCÉE DANS L'EAU

veau genre. *Parti Pris*<sup>2</sup> avait une influence considérable auprès des mouvements de gauche, des syndicats et des mouvements populaires. *La Vie en rose*<sup>3</sup> était porteuse du mouvement féministe qui l'appuyait. Elle a servi de véhicule de communication.»

Plusieurs pensent que les petites revues peuvent être à l'origine de mouvements politiques. Louis Fournier, ancien journaliste à *Québec-Presse*, qui s'est aussi longtemps impliqué dans la FTQ, considère que les revues sont rarement à l'origine d'événements comme tels. «Elles peuvent, par contre, donner lieu à des mouvements politiques. *Parti Pris* a donné naissance au Parti socialiste québécois». Alain Saulnier, lui, pense que le périodique a été le précurseur des mouvements de gauche, en laïcisant les syndicats.

## UNE CITÉ PLUS LIBRE

*Cité Libre* était le lieu de ralliements et de luttes contre le pouvoir inculte de Maurice Duplessis. Cette publication exprimait dans les années 50 une contestation de l'ordre établi. «L'opposition anti-duplessiste réunissait le milieu intellectuel québécois. *Cité Libre* était accompagnée d'un mouvement social, ce qui lui a donné une certaine influence. C'est l'action des grandes grèves et des syndicats qui a fait la différence», souligne Roch Denis, président de la Fédé-

ration québécoise des professeurs et professeurs.

L'impact d'une publication comme *Cité Libre* est différemment évalué selon à qui on s'adresse. Pour Alain Saulnier, *Cité Libre*, dans sa première version, touchait plus l'élite que la majorité. «C'est dans ce sens que les décideurs devaient s'inspirer des écrits de cette revue». Sylvie Meloche, attachée politique du député bloquiste Ghislain Lebel, a une opinion différente: «*Cité Libre* a apporté beaucoup d'idées, mais n'a rien révolutionné. Les intellectuels qui y écrivaient se lisaient entre eux. Les décideurs sont peu au courant de ce genre de publications.»

«Je pense que les revues étaient faites pour changer le monde, proteste Pierre Vennat, éditorialiste à *La Presse* pendant plus de trois décennies. Dans les années 50-60, les revues étaient une source de combat. Aujourd'hui, les idées se brassent ailleurs: à la télé, dans les pages d'opinion des journaux. En parlant d'impact, je me demande si on parlerait autant de *Cité Libre* si Trudeau, qui faisait partie de l'équipe à l'époque, n'avait pas été par la suite au pouvoir.»

## UNE VIE PLUS ROSE

Pour plusieurs, *La Vie en rose* fut une revue déterminante dans les années 80. «*La Vie en rose* était une aire de confrontation avec les discours officiels», se remémore Françoise Lemaître-Auger, présidente du comité Évaluation-Média, un organisme visant à améliorer l'image des femmes dans les médias. «Les hommes aussi lisaient *La Vie en rose*. C'était un peu leur premier contact avec une

presse féministe qui soit bien écrite. C'était un acte social que d'acheter cette revue.»

Alain Saulnier abonde dans le même sens: «Une revue comme *La Vie en rose* a eu une influence certaine: grâce à elle, le mouvement féministe québécois a été une source d'inspiration pour le reste du pays. Le mouvement syndical a initié la première célébration de la journée internationale des femmes, en 1975 (année de la femme), mais c'est *La Vie en rose* qui lui a donné toute sa force revendicatrice. Cette revue a aussi provoqué des débats virulents. Par exemple, lorsqu'elle a organisé un colloque où seules les femmes étaient invitées, on a crié au sectarisme et ça a fait des grosses vagues.»

## LE TEMPS DES PARTIS PRIS

«À mon avis», ajoute Lamontagne, «le plus gros impact de ces publications a été de rassembler les gens idéologiquement. L'impact d'une revue comme *Parti Pris* était que ceux qui y écrivaient étaient souvent invités à la télévision, pour y donner leurs opinions. Dans ce sens, les idées circulaient.»

Jacques Larue-Langlois, professeur au département de Communication de l'UQAM, tient pour acquis que chacune des revues a eu un impact particulier. «*Cité Libre* a eu une influence nette sur la classe politique des années 50-60. Elle a été un des catalyseurs de l'éveil d'un certain laïcisme, qui prédomine aujourd'hui. *Parti Pris* a provoqué une prise de conscience intellectuelle sur la situation québécoise. Avant, on connaissait très peu le socialisme. On réagissait comme les Américains face à la menace communiste. Grâce à des revues comme *Parti Pris*, on a développé des analyses sur la colonisation. Les gens ont pu comprendre ce que proposait l'alternative socialiste qui, même si elle n'a pas été réalisée, a permis de grandes prises de conscience face à ce que vivaient les Québécois.»

«Il y a un impact de ces revues qu'on peut encore mesurer aujourd'hui: c'est le pèlerinage annuel à Saint-Denis-sur-le-Richelieu, qui commémore la rébellion des patriotes de 1837. C'est *Parti Pris* qui a lancé l'idée de ce rassemblement.»

2 *Parti Pris*, de 1963 à 1968, tirait de 3 000 à 5 000 copies.

3 *La Vie en rose*, de 1980 à 1987, tirait de 15 000 à 20 000 copies.

## INFLUENCER LES POLITICIENS-NES?

Ces petites publications à caractère social ont-elles influencé les gens au pouvoir? Marcel Pépin, ancien président de la Centrale syndicale nationale (CSN), estime que non. «Je ne crois pas que les gens au pouvoir s'intéressent à ces genres de publication, à moins que ce soit très percutant.»

Jacques Godbout, essayiste, documentariste et cinéaste, se fait quant à lui laconique: «En général, les gens au pouvoir ne lisent pas. On leur fait des résumés.»

Christian Lamontagne, qui est passé du *Temps fou* au *Guide-Ressources*, considère que les petits périodiques brassaient surtout beaucoup d'air. «C'était une de nos illusions que de croire que ces revues avaient un impact sur le plan politique. Elles n'ont jamais empêché personne de dormir. Par contre, elles ont influencé des générations de militants et d'intellectuels, des gens sans véritable pouvoir, qui pensaient préparer la révolution.»

### QUE RESTE-T-IL?

Mises à part les publications citées plus haut, il y a un certain nombre de revues qui ont également marqué leur époque, de façon certes plus marginale. Aujourd'hui, on n'en compte plus des masses. Il semble ne pas rester grand-chose de l'enthousiasme gauchiste qui donna naissance à une myriade de publications. Pourquoi? «La vague néo-libérale a réduit beaucoup de gens à la défense de soi», explique Jean-Marc Piotte, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). «Trouver un emploi est plus prioritaire que mettre à profit sa créativité. En voyant un appauvrissement des sociales-démocraties française, espagnole et ontarienne, une forte critique des idéaux socialistes s'est imposée. Mais je demeure convaincu qu'à un niveau

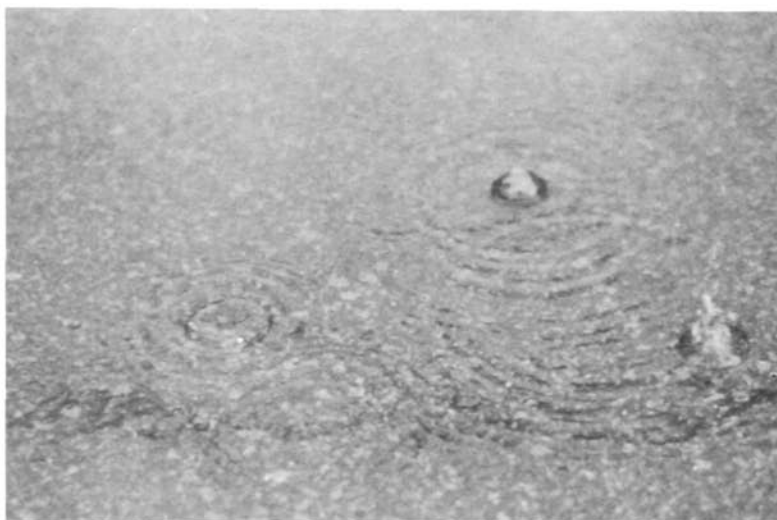


PHOTO: YVES PROVENCHER, AGENCE CHRONO-PRESSE

théorique, on a toujours besoin d'une réflexion pour situer la conjoncture politique mondiale. Le travail n'est pas encore fait.»

### LES CATALYSEURS

Serge Martel est un de ceux-celle qui comptent relancer la revue *Le temps fou*<sup>4</sup>, disparue au début des années 80. Pour lui, les lecteurs-rices de la revue allaient, à l'époque, de l'assisté-e social-e au-à la ministre. «Ce type de revue a un effet de catalyseur. Les petits périodiques ne sont pas lus directement au moment où ils sortent par les gens au pouvoir. Il y a un relais entre eux et la réalité qui fait que les idées cheminent. Des intellectuels au peuple, puis aux médias de masse.» Pour lui, si les conditions historiques sont bonnes, il y a des chances que ces idées aient un impact. Il pense que les gens qui lisent les périodiques de ce type sont des gens qui réfléchissent sur la société et sont en général assez actifs.

«Les revues ne provoquent pas de changements radicaux, mais lancent des débats qui cheminent. Par exemple, si les syndicats se sont laïcisés, c'est grâce aux critiques que des revues comme *Parti Pris* ont faites. Les revues font des brèches dans ce qu'on prend pour acquis. Après, les gens font les événements.» Les revues posent les problèmes et donnent un éclairage sur la société. Avec le temps, elles ont une influence. Influence ou ghetto? «Parler de ghetto est

à mon avis un non-sens. Ce serait admettre que ce qui compte, ce sont les médias de masse. Les idées cheminent parce que les individus discutent entre eux. Ensuite, c'est l'écho que la société en donne qui agit. Qui fait que les choses changent ou non.»

### LA RÉPERCUSSION DES IDÉES

Pour Fernand Daoust, les petits périodiques à vocation sociale ont eu un impact certain. «Ils sont lus par un grand nombre de gens qui vont façonner l'opinion publique, estime-t-il. Une revue comme *Cité Libre*, lieu de critique face à un certain fonctionnement de la société, n'a-t-elle pas préparé la Révolution tranquille?»

Andrée Fortin, sociologue et professeure à l'Université Laval, soutient que les petites publications ont une influence indirecte sur la société et les gens aux postes de pouvoir. «Dans la mesure où les idées circulaient dans l'opposition, elles ont eu un certain impact. L'exemple de *Cité Libre* et sa lutte au duplessisme est clair, à cet égard. Les revues sont un ballon d'essai où les idées naissent.»

Jacques Godbout estime que l'influence de ces publications dépassait largement le cercle des intellectuels-les, pour toucher les gens au pouvoir. «Ce n'est pas un ghetto, c'est un effet de multiplication. Les décideurs peuvent prendre en référence les écrits et débats publiés dans ce type de revues. L'image qui me vient en tête est celle d'une pierre lancée dans l'eau. Voilà un premier cercle, un second et un troisième... La pierre est le petit magazine, plus ou moins lourd, plus ou moins bien lancé. Le premier cercle est celui des lecteurs. Si ce cercle de lecteurs a lui-même de l'influence, s'il est en prise avec le réel, les idées seront répercutées. En bref, la force d'une publication dépend de ses premiers lecteurs.»

4 *Le Temps Fou*, de 1978 à 1983, tirait autour de 8 000 copies.

# L'INTELLECTUEL ET SON FRONT...

PIERRE HAMEL

**Pierre VALLIÈRES, *Le devoir de résistance*,  
VLB éditeur, 1994, 100 p.**

**L**e *devoir de résistance*, dernier en date des essais de Pierre Vallières, s'attaque à la thèse en vogue du triomphe définitif du libéralisme économique et à *La fin de l'Histoire*, d'après le titre de l'essai de l'écrivain états-unien d'origine japonaise, Francis Fukuyama.

«Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'idéologie préfabriquée de *La fin de l'Histoire* repose sur une sociologie de pacotille, bâtie de toutes pièces pour légitimer la mondialisation du marché et l'assassinat des oppositions. Les élites tordues de la nouvelle ère post-communiste ont tort de s'y référer pour pavoiser. Car si elles connaissaient mieux l'histoire des années 20 et 30, elles se rendraient compte qu'elles sont en train de jouer, dans la plus totale irresponsabilité, un jeu identique à celui que pratiquaient les parrains de Hitler et de Staline» (pp. 25-26).

L'Histoire semble être condamnée à se répéter. Vallières trace un parallèle entre la résistance au franquisme et «le conflit bosniaque... [qui] apparaît comme la guerre d'Espagne des années 90, le banc d'essai des affrontements qui se préparent à une plus grande échelle et devant lesquels, comme en 1936, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis recu-

lent déjà, recréant ainsi les dangereuses trahisons "démocratiques" de l'entre-deux-guerres» (pp. 35-36).

## VALLIÈRES ATTISE

Vallières ne va pas manquer de s'attirer l'accusation de complaisance à l'égard de l'ex-bloc de l'Est. «Oui, le défunt bloc communiste avait de très gros défauts. Mais il avait aussi une qualité que l'Ouest ne possède pas. Une vertu essentielle au progrès humain: la solidarité. L'Est ne s'enrichissait pas de la pauvreté des pauvres, il ne s'enrichissait pas des guerres des "autres", il ne participait pas au pillage du Sud [...]» (pp. 99-100). N'est-ce pas là faire trop bon marché des intérêts stratégiques et pécuniaires, notamment les ventes d'armes, faites par l'ex-URSS aux pays du Tiers Monde?

Malgré ces outrances, au-delà de la protestation indignée, *Le devoir de résistance* est un appel à une recomposition de la gauche, à un retour aux sources vives de l'utopie. «Le socialisme reste un projet à inventer, à réaliser, car jusqu'à maintenant on ne lui a jamais laissé le temps ni la liberté d'exister vraiment» (p. 99). Comme tel, ce livre propose une piste de réflexion intéressante afin de dépasser le marché libre comme unique enjeu de société.



**Régis DEBRAY et Jean ZIEGLER, *Il s'agit de ne pas se rendre (conversations sur France-Culture)*, éd. Arléa, 1994, 92 p.**

entre deux types d'histoire: histoire technique (rapport de l'homme aux choses) et histoire religieuse (rapport de l'homme à l'homme). La première est irréversible tandis que la seconde est récurrente.

«Aujourd'hui, l'esclavage existe toujours, il y a toujours, notamment dans le Tiers Monde, des rapports, entre hommes, semblables, sinon tout à fait identiques, à l'esclavage du I<sup>er</sup> siècle de notre ère, dans l'Empire romain finissant», constate Ziegler. «Mais plus personne n'adhère à la notion d'esclavage, plus personne n'oserait prétendre, comme du temps de Saint-Augustin, par exemple, que c'est là une institution immuable, objectivement nécessaire à la survie physique des hommes sur cette planète.

Et donc la justice exigible a fait un progrès, objectivement, et d'une façon tout à fait décisive et importante.» (p. 37-38)

À titre d'intellectuel, Ziegler évoque son travail «...de producteurs de sens, dont tout le monde a besoin.» «Je crains d'avoir moins d'ambition que vous», répond Debray, pragmatique. «Le sens n'émanera pas d'un individu génial ou charismatique; le sens sera lentement accumulé, sédimenté par de multiples travaux individuels, parcellaires, obstinés...» (p. 75) L'on ne saurait mieux dire. Voilà enfin replacées la primauté de l'action et l'implication du plus grand nombre sur le discours même le plus habilement ficelé. Les tours d'ivoire des intellectuels-les sont parfois intéressantes.

Cet écrit rapporte les entretiens entre Régis Debray et Jean Ziegler diffusés à *France-Culture*, du 11 au 15 octobre 1993. Comme le livre de Vallières, celui de Debray et de Ziegler fourmille de brillantes constructions intellectuelles.

Une idée, entre autres, mérite d'être retenue. La distinction faite par Debray

# ❖ La Tunisie ❖

## Plongez dans la mer et dans l'histoire du monde

En Tunisie, laissez-vous bercer par les vagues de la Méditerranée puis plongez tête première dans l'histoire trois fois millénaire de ce pays où ont convergé, au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du monde arabe, tant de grandes civilisations.

La Tunisie témoigne éloquentement des diverses influences laissées par les civilisations berbère, carthaginoise, romaine, byzantine et autres. Elle charme avec ses villages perchés, ses sites archéologiques, ses mers d'oliveraies, ses montagnes verdoyantes et ses moutonnements de dunes.

### Tunis et sa région

Promue capitale il y a sept siècles sous la dynastie des Hafsides, Tunis est aujourd'hui une métropole où vivent deux millions de personnes. Elle allie agréablement la somptuosité d'une ville moderne et le charme d'une cité millénaire. Sa médina<sup>1</sup>, dédale de galeries, d'impasses et de passages, réserve bien des surprises au promeneur. Au cœur de la médina se dresse Jemmaâ El Zitouna, la mosquée de l'Olivier, une des plus célèbres du Maghreb. Autour de la mosquée, vous trouverez les souks<sup>2</sup>, bordés par les échoppes des marchands et des artisans. À voir aussi, le musée Bardo, réputé dans le monde entier pour sa collection de mosaïques romaines. De plus, il faut souligner la présence de Carthage, à 16 km de Tunis. Ville qui fut phénicienne, romaine, byzantine et arabe, elle regorge de trésors archéologiques, dont notamment les thermes d'Antonin, le quartier punique et l'Amphithéâtre romain. C'est un haut lieu de l'activité culturelle tunisienne.

- 1 La médina est la partie musulmane d'une ville.
- 2 Les souks sont des marchés couverts réunissant, dans un dédale de ruelles, des boutiques et ateliers.

### Sousse : la perle du Sahel



Sousse, ancienne cité phénicienne, possède une des plus belles médinas de la Tunisie. Ouverte sur une mer scintillante et entourée d'oliveraies, cette cité, surnommée la perle du Sahel, est devenue une station balnéaire moderne et son fameux port-jardin, le port El Kantaoui, en fait le plus grand centre de navigation de plaisance de Tunisie.

### Djerba : escale de l'Odyssée

«Heureux qui comme Ulysse... irez à Djerba!» En effet, c'est à Djerba qu'Homère a choisi de faire s'attarder son héros et ses compagnons. Il s'agit d'une île-oasis située au large de la côte Est de la Tunisie. Cernée de plages, pleines de palmiers tordus, de figuiers et de pins, on pratique à Djerba de nombreuses activités sous-marines.

### La Côte du Corail de Bizerte à Tabarka

Nous sommes ici dans le nord du pays, dans la Tunisie verte, celle qui contraste tant avec la Tunisie des espaces sahariens. Bizerte, sa principale ville, réserve aux voyageurs d'agréables découvertes avec ses rues tortueuses débouchant sur le vieux port, ses cafés, son marché



aux poissons. En poursuivant votre chemin sur la Côte du Corail, vous arrivez à Tabarka, qui offre une alliance mer-montagne des plus intéressantes. Un yachting club est ouvert à tous les amateurs de sports sous-marins. L'ar-

rière-pays de Tabarka est le domaine de la forêt dense, une forêt qui surprend par la variété des essences qui la composent et qui se révèle un paradis pour les chasseurs, spécialement à l'automne où on y traque le sanglier.

### Kairouan : ville du Sacré

Première ville de l'islam maghrébin, Kairouan est depuis treize siècles un lieu privilégié de l'art, de la poésie et de la spiritualité. On dit que sept visites dans cette ville sainte valent un pèlerinage à la Mecque. La Grande Mosquée, de Sibi Oqba, est l'un des plus beaux monuments du monde musulman.



### Les oasis : les miracles de l'eau

Gabès est l'une des plus belles et des plus verdoyantes oasis de Tunisie. Entourée de milliers de palmiers, on la traverse en calèche multicolore. Elle représente le point de départ pour les oasis intérieures. Mentionnons Nefta, appelée «le Kairouan du désert» à cause des nombreuses mosquées qui s'y trouvent; Tozeur, où on peut visiter un zoo du désert unique et original; Douz, la plus saharienne des oasis, un village aux portes du désert.

### Le Cap Bon: l'envoûtement des parfums

Presqu'île à la grande tradition artisanale, le Cap Bon est une importante région agricole et de pêche, ainsi que la première



destination touristique du pays. À Hammamet, un de ses sites les plus connus, vous pourrez contempler un fort da-

tant du 15<sup>e</sup> siècle, une médina d'une blancheur bleutée et un port de pêche des plus pittoresques.

### Le Grand Sud

Le Sahara reste cependant une destination privilégiée pour qui cherche le dépaysement total. Résisteriez-vous à l'appel de cette mer de sable? À Matmata, vous découvrirez une architecture unique au monde, les habitations *troglydites*. D'abord, on ne voit que des trous creusés dans le sol. En réalité, chaque cratère est une maison. Matmata est le plus connu des villages troglodytes, mais on en trouve d'autres, moins fréquentés, tels que Beni Aissa, Chembali, Techine et Hedege. Sur les routes du Grand Sud, vous verrez aussi les ksars, châteaux du désert, formés d'un ensemble d'alvéoles superposés où les habitants enlissent leur récolte. Pour les amateurs, vous pouvez vous rendre au Ksra Haddada, qui est aménagé en hôtel où le confort se conjugue avec l'originalité des lieux.



Il s'agit bien sûr d'un portrait très court des charmes que vous réserve la Tunisie. La douceur du climat, la proximité à l'Europe et la chaleur de l'accueil en font une destination de choix pour des vacances inoubliables.

**Office national de tourisme tunisien**  
**(514) 985-0928**



# SULTANA TOURS

Visitez la **Tunisie...** avec les vrais experts.

**Sultana Tours vous offre :**

- Le meilleur rapport qualité / prix.
- Un service personnalisé de première qualité.
- Des hôtels choisis parmi les meilleurs en Tunisie.
- L'ambition de toujours vous satisfaire.



Pour de plus amples informations, consultez  
votre agence de voyages.

# VENTE DE FEU DANS L'AMIANTE

## L'AFFAIRE MAZARIN

LA PRIVATISATION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT EST TOUJOURS PRÉSENTÉE COMME UNE SOLUTION MIRACLE POUR RÉSORBER LA CRISE DES FINANCES PUBLIQUES. SAUF QU'ELLE NOUS COÛTE PARFOIS TRÈS CHER. DANS SA VENTE DE FEU, LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL A NON SEULEMENT «OUBLIÉ» DE FAIRE DE L'ARGENT, IL EN A MÊME DONNÉ AUX GENS QUI ONT «ACHETÉ» NOS SOCIÉTÉS D'ÉTAT!

APRÈS PLUSIEURS MOIS D'ENQUÊTE, VO RÉVÈLE LE SCANDALE DE LA PRIVATISATION DES MINES D'AMIANTE, DES ENTREPRISES PROFITABLES, «DONNÉES» EN **SEPTEMBRE 1992** À LA SOCIÉTÉ D'EXPLORATION MINIÈRE MAZARIN. TOUS LES DESSOUS D'UNE HISTOIRE QUE LA COMMISSION

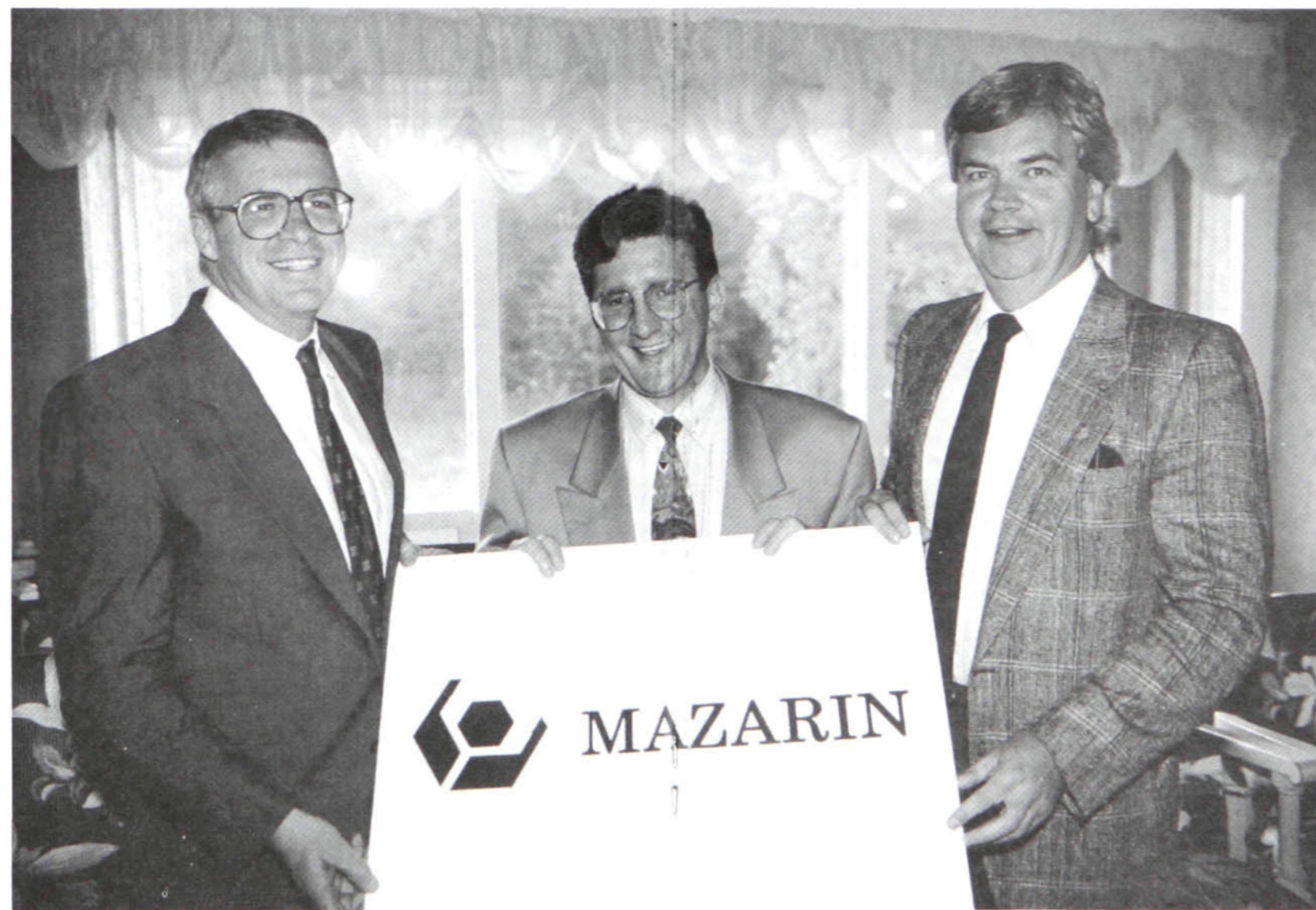


PHOTO: PATRICE LAROUCHE

D'ACCÈS À L'INFORMATION GARDE ENCORE CONFIDENTIELLE.

LES LIBÉRAUX VOULAIENT VENDRE... ET ILS ÉTAIENT PRÊTS À EN PAYER LE PRIX!

JUSTE AVANT LA TRANSACTION, LES ACTIFS DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE (SNA), QUI RAPPORTAIENT 9 MILLIONS \$ PAR ANNÉE, PASSAIENT ENTRE LES MAINS DE MAZARIN. BÉNÉFICIAIRE OFFICIEL DE L'OPÉRATION POUR L'ÉTAT: 34,3 MILLIONS \$. PERTE RÉELLE: MOINS 35,3 MILLIONS \$.

UN DOSSIER PRODUIT PAR  
JEAN ROBITAILLE ET ANDRÉ BÉLANGER

Le président de la SNA Benoît Cartier, le président de Mazarin Régis Labeaume et un membre du conseil d'administration de Mazarin, Michel Laplante. Cette photo a fait la une du journal *Le Soleil* de Québec le 3 septembre 1992 sous le titre «Mazarin veut sauver l'amiante».

# PASSEZ GO ET RÉCLAMEZ 35,3 MILLIONS \$... L'HISTOIRE D'UNE VENTE DE FEU LE PRÉTENDANT

**T**hetford Mines est une ville qui bat au rythme de ses mines d'amiante. À Thetford, Jean Dupéré est le *boss* de l'amiante. Pour certains, Dupéré, c'est le Sauveur des mines et, par conséquent, de toute la ville. C'est lui qui a réussi à sortir l'amiante du trou; c'est lui qui a eu le flair de réunir, en 1986, les quatre grands producteurs de Thetford dans une société en commandite, LAB Chrysotile<sup>1</sup>, mettant ainsi fin à une guerre de prix ruineuse. Chrysotile, un nom bizarre pour les étrangers, mais aux résonances culturelles profondes pour les résidents de Thetford Mines, qui reconnaissent le nom de la fibre d'amiante d'excellente qualité produite dans la région.

1 L'association de la Société Asbestos et des mines Bell, propriétés de la SNA, et les Mines Camchib et Lac d'amiante, aujourd'hui propriétés de Jean Dupéré.

Mais pour d'autres, Jean Dupéré, c'est le «King» de Thetford, ambitieux, imbu de sa puissance. La LAB a été formée à ses conditions. C'est lui qui la dirige, qui l'administre, d'une main de fer, mais avec un doigté hors du commun. Sous sa gouverne, les profits de LAB grimpent de 6,1 millions \$ à plus de 25 millions \$ entre 1987 et 1991. L'année suivante, LAB Chrysotile remporte l'un des 14 prix d'excellence en exportation décernés aux entreprises canadiennes qui se sont distinguées sur les marchés étrangers. Japonais, Malaisiens, Chinois se pressent aux portes de LAB Chrysotile: une nouvelle ère s'ouvre pour Thetford.

## VORACE

Mais le *King* est vorace, impitoyable. Certains l'admirent, d'autres le jaloussent, beaucoup le craignent. Dupéré, l'ancien avocat de l'Iron Ore, du temps



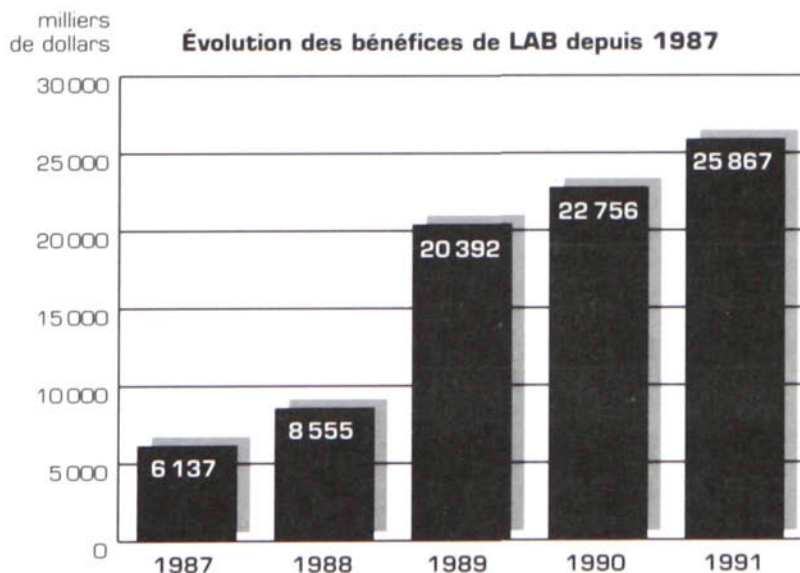
PHOTO: COURTOISIE COURRIER FRONTENAC

Jean Dupéré, le *King* défait.

où Brian Mulroney en était le président, n'a jamais eu la langue dans sa poche. Les Marcel De Rouin, aujourd'hui à la tête de Mazarin, et Benoît Cartier, président de la SNA, ont tour à tour goûté à ses sarcasmes. En mars 1991, à l'annonce de la sollicitation d'offres d'achat pour les intérêts miniers de la SNA, il est confiant de remporter le gros lot, lui qui peut compter sur de solides appuis dans la région. Malgré une grève de trois mois qui l'a opposé à ses employés syndiqués FTQ de Lac d'amiante en 1988, il peut compter sur leur appui. Dupéré va l'avoir, c'est sûr, chuchote-t-on dans le milieu.

Et il croit disposer d'un atout de taille: un droit de préemption (qui lui donne le droit d'égaliser la meilleure offre) lui serait garanti dans l'acte constitutif de la Société en commandite LAB Chrysotile. Il répète à tous vents qu'il doit se faire offrir les deux entreprises en priorité, au prix et aux conditions négociés avec l'éventuel acheteur. Mais les acheteurs ne se bousculent pas aux portes. Sur 12 acheteurs potentiels approchés, trois seulement font parvenir une offre à la SNA, dont deux sérieuses: celle de Lac d'Amiante de Dupéré et celle de... la Société d'exploration minière Mazarin, une minuscule entreprise jusque-là déficitaire et dont les revenus d'exploitation en 1991 étaient de 78 795\$.

Cassiar, une compagnie minière de la Colombie-Britannique qui s'était d'abord montrée intéressée, recule devant ses faibles chances de l'emporter.



De 1987 à 1990, la variation a été de 270 %.



PHOTO: CHRISTIAN SIMONEAU

## Mine de LAB à Thetford Mines

«On n'avait pas d'assez bons contacts au Ministère pour savoir ce qu'ils attendaient, explique Jim O'Rourke de Cassiar. LAB (Dupéré) était très familier avec le dossier et pouvait donc mieux évaluer la situation. On ne voyait pas d'intérêt à investir plusieurs mois de travail pour arriver à rien au bout de la ligne.» D'autres petites sociétés de prospection minière approchées refusent de soumissionner, sûres que Dupéré va l'emporter.

### DES OFFRES RIDICULEMENT BASSES

Jean Dupéré est confiant. Trop confiant. Il fait fi de ce que le président de Mazarin, Régis Labeaume, a été l'attaché politique du ministre péquiste Jean-François Bertrand de 1981 à 1985 et qu'il dispose de précieux appuis dans le milieu politique provincial.

En 1991, les deux adversaires déposent leurs offres. Dans les deux cas, elles sont ridiculement basses. Pour le gouvernement, il s'agit d'un marché de dupes: qu'il accepte l'une ou l'autre des offres, il devra payer pour se départir des deux mines d'amiante qui génèrent pourtant 10 millions \$ de profits par année.

Les Libéraux veulent vendre, mais pas à Dupéré. Ce dernier est en effet de plus en plus puissant. En achetant Bell et S.A.L., il serait devenu le maître incontesté de l'amiante à Thetford. Défiant le bon sens, et pour des raisons encore obscures, le gouvernement décide de ne négocier qu'avec Mazarin et ce, dès l'automne.

En 1991, les deux adversaires déposent leurs offres. Pour le gouvernement, il s'agit d'un marché de dupes: qu'il accepte l'une ou l'autre, il devra payer pour se départir des deux mines d'amiante qui génèrent pourtant 10 millions \$ de profits par année.

### «MON CHIEN EST MORT»

Le 27 novembre 1991, Dupéré appelle en catastrophe son avocat, Philippe Casgrain. «Mon chien est mort», dit-il à son ami Casgrain. Il vient d'écouter l'émission télévisée *Scully rencontre*. L'invitée, Lise Bacon, alors ministre des Ressources naturelles, parle des gens qui l'ont marquée dans sa vie. Elle raconte l'admiration sans borne qu'elle porte à Thérèse Kirkland-Casgrain, une femme qui a vécu un divorce difficile d'un homme qui a posé des gestes «détesta-

bles», un certain... Philippe Casgrain. En entrevue à VO, Mme Bacon nous réaffirmera d'ailleurs sa faible estime pour l'avocat Casgrain, «un être particulièrement désagréable».

«J'ai su à ce moment-là qu'on était ben mal pris», raconte M. Dupéré. Lui-même n'a jamais eu de si bonnes relations avec Lise Bacon, surtout depuis qu'il aurait fait des avances désobligeantes à une attachée politique de Mme Bacon lors d'un voyage en Malaisie.



Président de la  
nationale de l'amiante

### Benoît Cartier

Société natio-  
depuis 1986. Se-

lon Lise Bacon, alors ministre responsable des mines et de la SNA, c'est lui qui a piloté le dossier de la privatisation: «Il avait carte blanche.» Actuel responsable de l'accès à l'information à la SNA, M. Cartier a pourtant systématiquement refusé de répondre à nos multiples appels (une vingtaine d'appels échelonnés sur plus de trois mois), prétextant qu'il était occupé ou qu'il n'avait rien à dire sur la question. Maintenant que la SNA s'est départie de tous ses actifs dans l'industrie minière, la SNA ne compte plus qu'une petite équipe de trois employés-es. La SNA n'attend plus, avant d'être dissoute, que Mazarin complète ses obligations envers elle.



PHOTO: COURTOISIE COURRIER FRONTENAC

Contrôleur de la

### Mario Simard

SNA depuis 1988,  
les négociations

avec Mazarin, fournissait les documents pertinents pour l'aider à monter une offre d'achat acceptable. Quelques jours après la vente, il quitte la SNA et devient trésorier chez Mazarin. À ce titre, il se fera d'ailleurs rappeler à l'ordre par la firme comptable Price Waterhouse pour avoir présenté dans un rapport financier trimestriel en 93 un supposé «gain exceptionnel», provenant de surplus inattendus des caisses de retraite des compagnies minières, «gain exceptionnel» qui correspondait au montant annoncé à Mazarin dans une missive de la SNA produite un an plus tard par MM. Cartier et Simard! Selon le professeur Léo-Paul Lauzon, on a l'habitude de dire dans le milieu boursier que ce genre de procédé (découverte subite de gain exceptionnel) vise à faire grimper le prix des actions en bourse...

## Mine de LAB.

Malgré cela, Jean Dupéré espère toujours recevoir une contre-offre du gouvernement. Mais en vain. «J'ai envoyé lettre sur lettre aux ministères des Ressources naturelles et des Finances, en leur disant que j'étais prêt à bonifier mon offre et on ne m'a jamais répondu», clame Jean Dupéré.

Pendant ce temps, Mazarin négocie constamment avec les fonctionnaires de la SNA. L'offre d'achat datée du 30 juin 1992 est bien construite et démontre que Mazarin avait une connaissance approfondie du dossier. Elle avait pu disposer de renseignements précieux dans le cours des négociations.

### UN COUP D'ÉCLAT

Mais Dupéré n'est pas homme à abandonner. Ne bénéficiant pas, comme son concurrent Mazarin, d'appuis politiques très solides ni de liens privilégiés avec

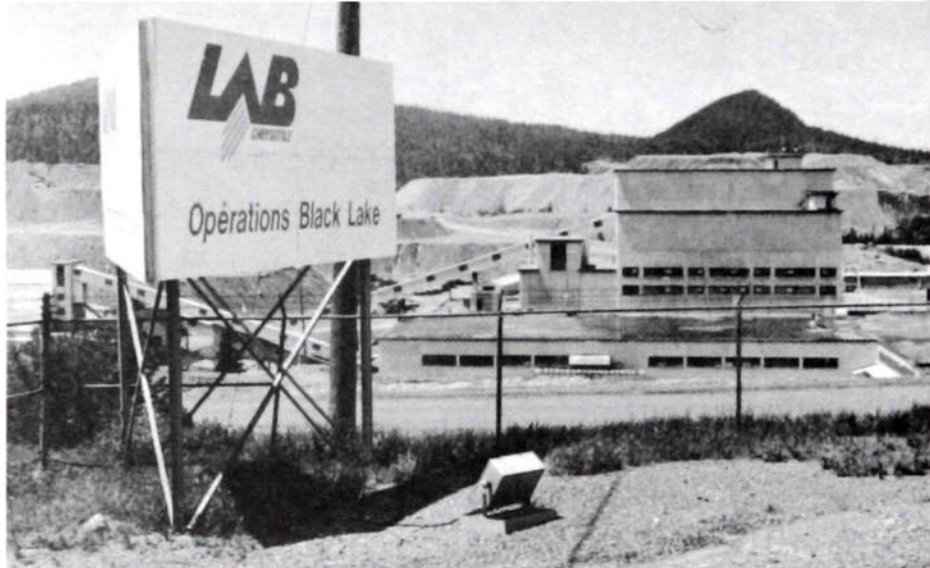


PHOTO: CHRISTIAN SIMONEAU

les hauts fonctionnaires, Dupéré ne peut pas jouer de finesse avec le gouvernement. Il décide alors de foncer. En janvier 1992, il clame dans les médias son droit de préemption, ameutant le tout Thetford sur l'imminence d'une transaction qui risquerait de l'écarter, lui, le «sauveur» de la région. Le Syndicat des métallos de Thetford découvre à la

même période que Mazarin envisage d'utiliser les profits générés par les mines d'amiante pour développer un riche gisement de graphite qu'elle possède à Fermont.

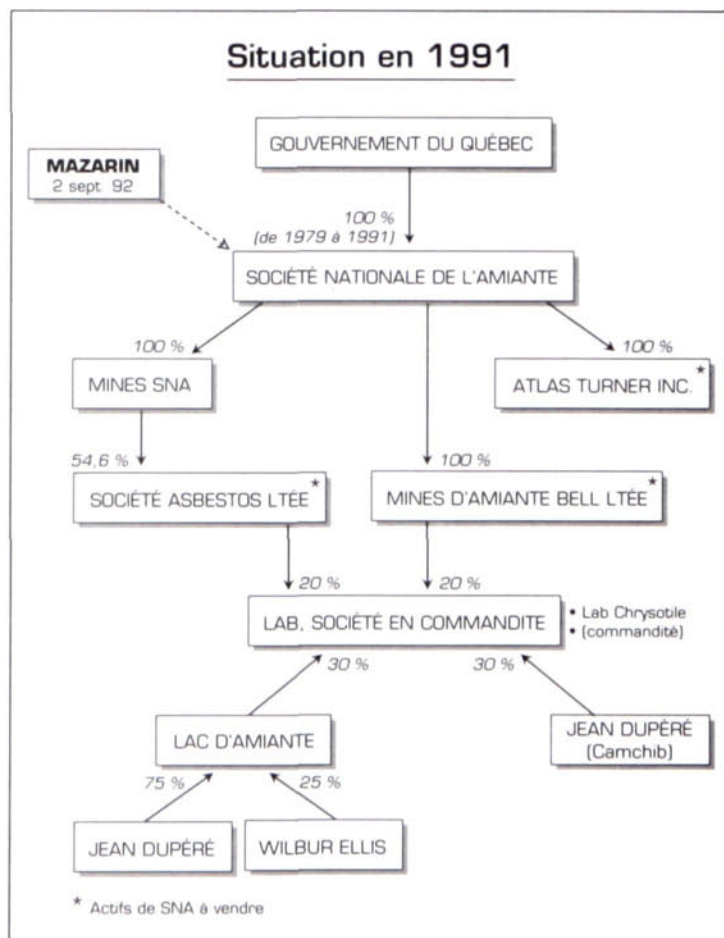
La SNA et Mazarin poursuivent néanmoins leur travail. Le 30 juin, Mazarin dépose une nouvelle offre d'achat com-

# LE B-A-BA DE L'AMIANTE

**Société nationale d'amiante (SNA):** elle détenait 54 % des actions d'une des plus importantes mines d'amiante du Québec, la Société Asbestos limitée (SAL), 100 % des actions des mines d'amiante Bell limitée et 100 % des actions de Atlas Turner inc., droits de propriété donnés à Mazarin avec la privatisation. Des trois entreprises achetées, seules Bell et S.A.L. représentent des actifs intéressants. Atlas Turner n'est qu'une coquille vide.


**LAB Chrysotile:** Le 1<sup>er</sup> juillet 1986 débute l'exploitation de la société en commandite LAB, qui avait comme objectif de rationaliser la production et la vente d'amiante. La commandite constitue une forme de délégation de pouvoirs, où les entreprises mettent leurs actifs en commun sans perdre leur identité et remettent à un responsable le soin de gérer les affaires à leur place. Ce rôle a été dévolu à Jean Dupéré, propriétaire de Lac d'Amiante et des Mines Camchib.

LAB a fait des profits à chaque année depuis sa création en 1986 et fournit 60 % de la production québécoise, le reste provenant du seul autre producteur, JM Asbestos, d'Asbestos.



plète. Dupéré sent la soupe chaude. En juillet, il voit bien que les actions de Mazarin suscitent un engouement étonnant à la Bourse. En août, il y va donc d'un grand coup. Il bonifie directement son offre tout en embarrassant son adversaire: il verse à la SNA près de 19 millions \$ de dividendes accumulés depuis 1990 par les mines Bell et S.A.L. Ces dividendes constituent de l'argent que LAB tardait à remettre à Bell et S.A.L. et dont une grande partie du montant devait échouer dans les coffres de l'État.

Ce coup d'éclat complique les choses pour la SNA et Mazarin. Du coup, le financement de Mazarin se trouve menacé puisque Mazarin comptait sur ces dividendes non encore versés pour payer la SNA. Et l'offre de son rival devient légèrement supérieure à la sienne, soit une perte d'environ 31,4 millions pour le gouvernement.

Mais le gouvernement semble déterminé à ne pas vendre à Dupéré et refuse de laisser monter les enchères, comme tout bon négociateur le ferait. Le 5 septembre 1992, le conseil des ministres autorise la transaction que le président de la SNA, Benoît Cartier, qualifie de nettement avantageuse à l'offre de Dupéré. En coulisse, la SNA en profite pour fixer rétroactivement la date de l'entrée en vigueur de la vente au mois de mars précédent. Mazarin peut ainsi empocher en paix les dividendes passés de près de 19 millions \$. Mais cette opération est quelque peu louche et embarrassante pour la SNA et Mazarin. On s'entendra donc pour garder confidentiels les détails de cette transaction entre une société d'État et une société publique. 

## PETITE HISTOIRE DE L'AMIANTE

**1978** Le gouvernement du Parti québécois crée, conformément à sa promesse électorale, la *Société nationale de l'amiante (SNA)* avec l'intention de nationaliser cette industrie alors très rentable, de favoriser la recherche et de développer le secteur de la transformation de l'amiante.

**1980** La SNA achète les deux petites compagnies Bell et Atlas Turner au prix de 35,5 millions \$.

**1982** La *Société Asbestos limitée (SAL)* est nationalisée. Mais la multinationale états-unienne General Dynamics conteste l'expropriation devant les tribunaux. En 1981, la SNA achète 51,4% des actions votantes de General Dynamics au coût de 42 \$ l'action. En 1986, elle est forcée d'acheter le reste des actions de General Dynamics au prix de 87 \$ l'action. Coût total de l'achat: 170 millions \$.

Quelques années plus tard, les actionnaires minoritaires entament un recours collectif de 175 millions \$ pour forcer le gouvernement à acheter leurs actions.

**1984 à 1989** L'amiante est victime d'une véritable crise d'hystérie internationale. En 1989, l'*Environmental Protection Agency (EPA)* américaine proclame le bannissement progressif de l'amiante aux États-Unis et ce, d'ici à 1996. Six pays d'Europe suivent le mouvement, au grand plaisir des fabricants de fibres de remplacement. Les exportations canadiennes vers les États-Unis chutent de 505 000 tonnes en 1979 à 133 000 en 1985, pour atteindre 50 000 tonnes en 1992. Cinq mines ferment. Le nombre d'emplois chute de 4 000 à 1 400.

**1986** La société en commandite LAB Chrysotile, regroupant Bell, S.A.L. et Lac d'Amiante, est formée. L'objectif consiste à contrôler et à régulariser la production. La direction de LAB est confiée au président et propriétaire de Lac d'Amiante, Jean Dupéré.

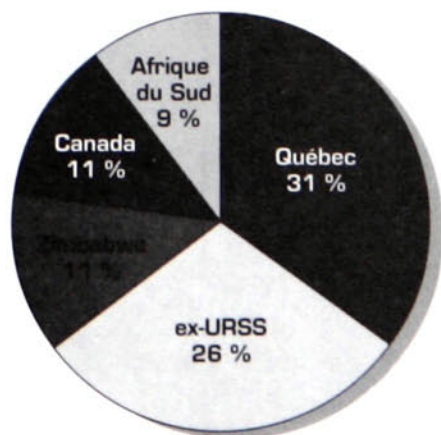
**1986 à 1988** Le gouvernement libéral amorce le processus de privatisation de la SNA par la vente des neuf filiales manufacturières de la SNA. Cette dernière conserve ses quatre filiales en recherche et développement à Sherbrooke, qui emploient 55 personnes.

**1991** La production d'amiante atteint son niveau le plus élevé depuis 1986, surtout grâce au nouveau marché asiatique. La Cour d'appel de la Nouvelle-Orléans conclut que l'amiante ne présente pas plus de dangers que les produits de remplacement et annule le règlement de bannissement graduel de l'utilisation de l'amiante aux États-Unis, ce qui permet de continuer à manufacturer et à mettre en marché aux USA des produits d'amiante sécuritaires. Bell et S.A.L. font des profits.

**1992** Les compagnies Bell et Asbestos sont vendues à la Société d'exploration minière Mazarin. La SNA se résume à un petit bureau où travaillent son président-directeur général, Benoît Cartier, un secrétaire et un contrôleur.

En décembre 1992, Dupéré dépose en Cour Supérieure du Québec une requête en démembrement de la société en commandite, LAB Chrysotile, en invoquant que son droit en préemption (premier refus) n'ayant pas été respecté, l'entente est caduque. La cause est toujours devant les tribunaux.

Principaux exportateurs d'amiante dans le monde (1989)





**Régis Labeaume,**  
fondateur de Mazarin.

PHOTO COURTOISE COURRIER FRONTENAC

# QUI EST MAZARIN?

## LA GRENOUILLE QUI A AVALÉ LE BŒUF

**E**n 1985, peu avant la défaite du Parti québécois, le sociologue Régis Labeaume laisse son poste d'attaché politique du ministre Jean-Jacques Bertrand et fonde la Société d'exploration minière Mazarin. C'était la belle époque du régime des actions accréditives, qui accordaient des déductions fiscales de l'ordre de 166% aux investisseurs prêts à miser sur des secteurs à risque, dont la prospection minière. Rapidement, Mazarin obtient les fonds nécessaires et entreprend des activités d'exploration.

En dépit de son inexpérience, Régis Labeaume est habile et il parvient à bien s'entourer. L'aventure s'avère décevante jusqu'à la découverte du gisement de graphite à Fermont (Côte-Nord) en 1988. Après une tentative infructueuse de s'associer avec la société minière Cambior, Mazarin se retrouve dans la dèche. Jusque-là, Mazarin n'avait jamais été rentable et elle devait sa survie aux investissements constants des actionnaires. L'achat de S.A.L. et Bell constitue sa planche de salut.

Dans les faits, le développement de Mazarin a été financé par le gouvernement du Québec. Régis Labeaume et ses associés ont

Actuel président de Mazarin. Il travaille dans le milieu de l'amiante depuis longtemps. Auparavant employé de la SNA à titre de président de la mine Bell jusqu'en 1987, il fut en fait écarté de la direction de celle-ci lors de la création de la Société en commandite en 1986. Après un court séjour à l'emploi de Cassiar en Colombie-Britannique à la fin des années 80, De Rouin refait surface chez

### Marcel De Rouin



PHOTO COURTOISE COURRIER FRONTENAC

Mazarin en 1990 à titre de vice-président développement. Mazarin n'avait jusque-là aucune prétention dans l'amiante, mais son arrivée coïncide avec l'enclenchement du processus de privatisation des mines d'amiante de la SNA. De Rouin apporte à Mazarin l'expertise dont elle avait besoin pour présenter une offre. Il possède en outre de précieux contacts à la SNA et au Ministère.



PHOTO: COURTOISE COURRIER FRONTENAC

**À l'époque de la transaction, Marcel de Rouin, vice-président de Mazarin, et Me Michel Décary, procureur de Mazarin.**

en effet bénéficié, par l'entremise du régime des actions accréditives, de près de 6,3 millions \$ en déductions fiscales. Ce financement s'est poursuivi jusqu'à la vente à rabais des mines d'amiante de Thetford Mines.

#### **POURQUOI MAZARIN?**

Mazarin n'avait aucune dette à long terme avant de faire l'acquisition de la SNA en 1992. C'était là sa seule force. Pour le reste, la société n'avait pas de liquidités et, surtout, elle était instable. En effet, à force d'émettre de nouvelles actions, les principaux actionnaires de Mazarin ne possédaient plus que 15% du capital-actions et étaient donc susceptibles d'être déplacés par un autre groupe important. Et en affaires, on aime bien savoir qui a le contrôle.

Malgré ses faiblesses, et avec l'aide du gouvernement, Mazarin a su répondre aux trois conditions posées pour la vente de Bell et S.A.L. Premièrement, l'acheteur devait être solvable: Mazarin n'engage en rien sa solvabilité puisqu'elle paie l'acquisition à même les profits générés par les mines d'amiante. Ensuite, l'acheteur devait avoir une expertise dans le domaine de l'amiante:

en mars 1990, Régis Labeaume recrute Marcel De Rouin. Avec ses 25 ans d'expérience dans l'industrie de l'amiante, dont 5 ans comme PDG de la mine Bell, il était l'homme tout désigné. Finalement, l'acheteur devait promettre de réinvestir dans l'amiante les bénéfices générés par les mines d'amiante: en guise de garantie, le gouvernement se fie ici sur la bonne foi de Mazarin.

Probablement dans le but de se rassurer, la SNA exige que Régis Labeaume et Marcel De Rouin s'engagent à demeurer à la tête de Mazarin durant cinq ans. Pourtant, à peine un mois après l'acquisition, la part de Régis Labeaume dans le capital-actions de Mazarin chute à 12%. Le 23 avril 1993, il quitte Mazarin pour se lancer dans un projet de cogénération à Québec. «Ma décision était prise bien avant la transaction», nous a-t-il déclaré en entrevue.

Le torchon brûle entre lui et Marcel De Rouin, disent les rumeurs. «J'avais plutôt besoin d'entreprendre de nouveaux défis», dit le principal intéressé. L'aventure se termine de toutes façons plutôt bien pour Régis Labeaume, qui vend ses actions (obtenues en majorité à un prix de faveur) et quitte Mazarin avec plus de 2 millions \$ en poche. ☺

# MAZARIN ET SON RÊVE DE GRAPHITE

Pour Mazarin «la fauchée», la transaction avec la SNA ouvre la porte à la réalisation d'un rêve qu'elle caresse depuis longtemps: développer l'extraordinaire gisement de graphite en paillette qu'elle a découvert à Fermont, sur la Côte-Nord, en 1988. Ce gisement, un des plus riches au monde, permettra de produire pour les 50 prochaines années.

Régis Labeaume a toujours nié vouloir se servir des profits de l'amiante pour financer le développement de son gisement de Fermont. Pourtant, en janvier 1992, alors que Mazarin recherche désespérément les 2 millions \$ pour financer son offre d'achat, Régis Labeaume se présente au Fonds de solidarité de la FTQ avec, en main, une résolution d'appui du Conseil municipal de Fermont datée du 13 janvier 1992.

Les élus de Fermont demandent au Fonds de solidarité de la FTQ «d'appuyer tous projets ou démarches de Mazarin inc. qui seraient susceptibles de lui fournir éventuellement les moyens financiers pour mettre en exploitation le gisement de graphite.»

Labeaume obtient l'aide du Fonds, mais pour un temps seulement. Le Syndicat des métallos de Thetford Mines s'élève contre cette décision. Les mines d'amiante ont besoin d'être modernisées. «On n'a rien contre le fait que Mazarin veuille développer le graphite à Fermont, mais qu'ils ne viennent pas sucer les profits des mines d'amiante!», s'exclame André Brochu, président du Syndicat des métallos de la mine Lac d'Amiante et également coprésident du comité paritaire sur l'industrie minière du Québec.

L'avenir nous dira s'il a eu raison de craindre cela. ☺

# RIEN À RISQUER


## ANALYSE FINANCIÈRE DE LA TRANSACTION

**P**our Mazarin, la transaction fut un véritable cadeau du ciel. L'entreprise, qui avait essuyé des pertes de près de 5,4 millions \$ en 1991 et de plus de 600 000 \$ en 1992, réalisait des gains de 8,8 millions \$ en 1993. Elle qui ne générait que 79 000 \$ de revenus d'exploitation en 1992, voyait sa production grimper à 12,8 millions \$ un an plus tard, et sa valeur boursière passer en quelques mois de 5,5 millions \$ à 33,1 millions \$. Dans les faits, les actionnaires et les dirigeants de Mazarin se sont enrichis de 27,6 millions \$ en un temps record, la valeur nette de leurs actions augmentant de 502 %.

VO a mis la main sur l'offre d'achat de Mazarin datée du 30 juin 1992, à un moment où il ne restait que quelques détails à régler. Sur la foi de ce document, négocié entre les deux parties, et en s'inspirant d'autres documents déposés à la Commission des valeurs mobilières du Québec, Léo-Paul Lauzon, professeur de comptabilité à

l'UQAM, a estimé la valeur des entreprises étatiques cédées à Mazarin.

**Ainsi, Mazarin a payé 34,3 millions \$ pour des entreprises qui en valent au bas mot 69,6 millions \$. La collectivité québécoise a donc subi une perte monétaire de 35 280 000 \$.**

Qui plus est, Mazarin ne débourse pas un seul sou dans l'opération. Les 2 millions \$ qu'elle verse comptant, Mazarin les obtient du Groupe Amiante 2000, formé des dirigeants de Mazarin et d'investisseurs de Thetford Mines, dont la famille Grenier. Le solde de la transaction sera remboursé à même les profits générés par la participation de 40% que détiennent Bell et S.A.L. dans la société en commandite LAB Chrysotile. Mazarin ne risque rien: **elle n'est tenue de rembourser que si les mines font des profits.** «C'est un pur leveraged buy-out (achat par effet de levier)», a expliqué à l'époque le président de la SNA, Benoît Cartier. 

## QU'EST-CE QUE MAZARIN A OBTENU?

**E**n vendant ses actifs dans l'amiante à Mazarin, l'État québécois a cédé à l'entreprise un généreux dividende annuel versé par LAB Chrysotile qui a totalisé 10,9 millions \$ en 1992, le droit pour Mazarin d'imposer des honoraires de gestion de 300 000 \$ par année aux trois firmes privatisées et le droit d'encaisser sur le champ des actifs d'une valeur de 52,8 millions \$ détenus par les trois compagnies vendues (Asbestos, Bell et Atlas Turner) et qui peuvent être liquidés sans affecter l'exploitation normale de ces entreprises. D'ailleurs, les dirigeants de Mazarin comptent bien s'en départir dans

les plus brefs délais, comme ils l'ont clairement indiqué dans leurs documents fournis à la SNA et au gouvernement du Québec.

### LES GAINS DE MAZARIN

**1. Les liquidités détenues par les trois firmes cédées (dont les dividendes rétroactifs dus à la SNA).**

En 1991 et 1992, LAB Chrysotile avait reporté le versement de près de 19 millions \$ en dividendes à la SNA. La raison? «Nous voulions nous assurer un meilleur fonds de roulement», explique Jean Dupéré. Ce dernier, pourtant, voyant que la vente de la SNA lui glisse entre les doigts, décide de verser cette somme en catastrophe, ce qu'il fait en deux versements, en mars et août 1992.

**2. Une partie des surplus accumulés des fonds de retraite.** En mars 1993, Mazarin annonce qu'elle vient de «découvrir» une somme de 43,3 millions \$ versée en trop dans dix régimes de retraite des trois sociétés ac-

quises. Mazarin avait pourtant établi dans son offre d'achat du 30 juin 1992 la valeur marchande des surplus des dix régimes de pension à 43,3 millions \$. Sa part d'employeur lui permettra d'obtenir un remboursement de 20 millions \$.

**3. Le quai de Deception Bay.** La S.A.L. possède un quai en eau profonde à Deception Bay dans la région de l'Un-gava. Un revenu net de 3 millions \$ était envisagé lors de la vente, prévue en 1993.

**4. Les recouvrements d'impôts.** La S.A.L. et Bell avaient accumulé des pertes fiscales de 56 millions \$, dont 49,4 millions \$ au niveau fédéral et 6,6 millions \$ au provincial. Ces pertes peuvent être reportées sur un maximum de sept ans. Cet avantage était convenu dans l'offre d'achat, alors que Mazarin prévoyait encaisser la totalité des profits réalisés par S.A.L. et Bell qui n'auraient pas à payer d'impôts sur le revenu jusqu'en 1996. De plus, Mazarin a droit à un recouvrement d'impôts de 1,5 million \$, qu'il peut encaisser à brève échéance.

# LES «CADEAUX» À MAZARIN

valeurs nettes  
(M\$ = millions de dollars)

1. Liquidités détenues par les trois firmes cédées (dont les dividendes rétroactifs) .....	23,1 M\$
2. Partie des surplus accumulés des régimes de retraite revenant à l'acheteur .....	20,1 M\$
3. Quai en eau profonde à Deception Bay dans la région de l'Ungava .....	3,0 M\$
4. Recouvrement d'impôts .....	1,5 M\$
5. Recouvrement d'assurances de Lloyds .....	1,7 M\$
6. Autres propriétés foncières .....	3,4 M\$
<b>Total</b> .....	<b>52,8 M\$</b>



**Mazarin obtient plus de 52 millions \$ d'actifs détenus par les trois compagnies contrôlées par la SNA**

**5. Le recouvrement d'assurances de Lloyds.** En 1992, Mazarin encaissait des remboursements de la compagnie d'assurances Lloyds à la SNA. À ce sujet, Mazarin insiste sur le fait qu'elle a assumé toute poursuite future des travailleurs rendus malades à cause de l'exposition aux fibres d'amiante. Dans les faits, la S.A.L. et Bell détiennent une police d'assurance de 2 milliards \$ de la Lloyds, une somme de beaucoup supérieure aux frais qu'elle pourrait devoir assumer.

**6. Les autres propriétés foncières.** Bell et la S.A.L. possèdent des terrains au Québec et ailleurs dans le monde.

## AUTRES AVANTAGES DÉCOULANT DE LA TRANSACTION


• **Effacée, la dette de 133 millions \$.** Par un savant stratagème, Mazarin encaissera 55,7 millions \$ de 1992 à 1996 sur le compte des actionnaires minoritaires de la Société Asbestos (S.A.L.). Voyez un peu: l'aventure de

l'amiante a coûté au bas mot 500 millions \$ au gouvernement. Au moment de la privatisation, Bell et S.A.L. devaient encore une partie des «avances» consenties par la SNA et le gouvernement, soit 133 millions \$. Lentement mais sûrement, S.A.L. et Bell avaient entrepris de rembourser cette dette à la SNA en 1990 et 1991. Avec la vente de S.A.L. et Bell à Mazarin, le gouvernement efface la dette de la SNA à son endroit. Par contre, S.A.L. et Bell continuent d'avoir une dette à l'endroit de leur nouveau propriétaire, soit Mazarin.

Par cet artifice comptable, Bell et S.A.L. sont condamnés à ne pas pouvoir déclarer de profits durant de longues années, puisque leurs revenus nets serviront à «rembourser» les «avances» qu'ils doivent à Mazarin. Les actionnaires minoritaires, qui contrôlent encore 46% de S.A.L., doivent dire adieu à leurs dividendes: 100% des profits potentiels de S.A.L. iront à Mazarin et ce, pour encore de nombreuses années.

• **Un abri contre les poursuites des actionnaires minoritaires.** En

1986, le gouvernement du Parti québécois est forcé par les tribunaux de payer 87\$ l'action à General Dynamics, qui détient 54,6% des actions de S.A.L. Une fortune pour des actions qui n'en valent plus que 10\$! Les actionnaires minoritaires, que Québec refuse d'exproprier, crient à l'injustice. Débute alors une longue saga judiciaire qui pourrait coûter 175 millions \$ au trésor québécois s'ils obtiennent gain de cause.

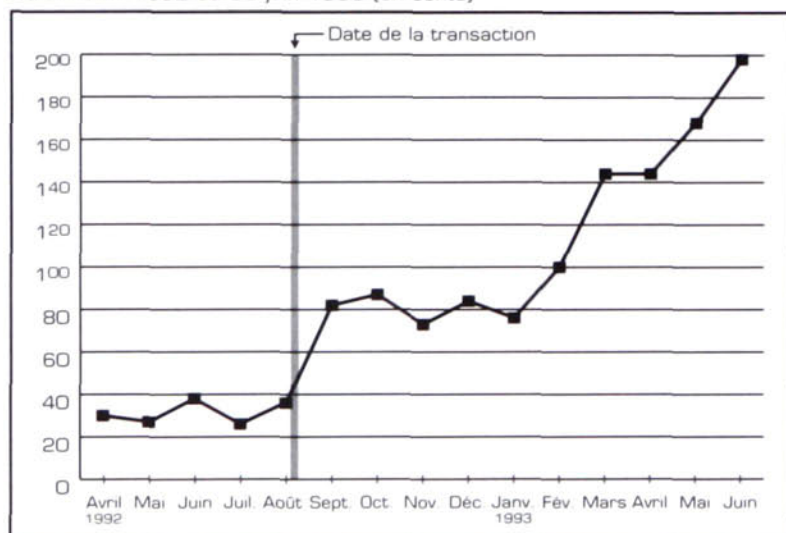
Le gouvernement dégage Mazarin de toute responsabilité à l'égard des poursuites entamées par les actionnaires minoritaires, mais pour 5 ans seulement. Par la suite, il peut exiger de Mazarin le moindre de 5 millions \$ ou 10% du flux monétaire. 

L'analyse et les données financières de ce texte sont tirées en grande partie de l'étude réalisée par Léo-Paul Lauzon, professeur de comptabilité à l'UQAM, intitulée *Analyse socio-économique: la privatisation de l'amiante au Québec.*

# PARTAGER LE BUTIN LE GRAND GAGNANT

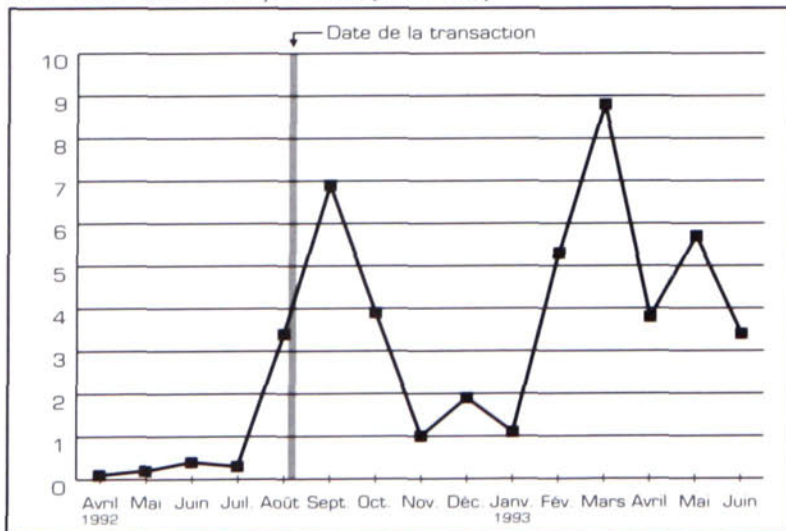
## Prix mensuel de l'action de Mazarin transigée à la Bourse de Montréal

Du 1<sup>er</sup> avril 1992 au 30 juin 1993 (en cents)



## Volume mensuel des actions de Mazarin transigées à la Bourse de Montréal

Du 1<sup>er</sup> avril 1992 au 30 juin 1993 (en millions)



«**L**e processus d'appel d'offres s'est fait correctement et de façon honnête. On m'a invité à faire une offre, j'ai offert ce que je pouvais payer et je l'ai obtenu, lance l'ex-président de Mazarin, Régis Labeaume. Je suis très content pour les actionnaires.»

Et comme le bonheur des actionnaires se mesure à même les profits générés par leurs investissements, ils ont de quoi être heureux, et drôlement! En effet, les actionnaires ont vu le prix de leurs actions grimper de 0,15 \$ à 1,60 \$ en quelques mois. Mazarin, qui était jusqu'alors en mauvaise posture financière, a vu ses revenus d'exploitation grimper de 79 000\$ par année avant la transaction à... près de 12,9 millions \$ l'année suivante. Un beau coup, en effet, mais financé à même les poches des contribuables.


De plus, Mazarin n'a même pas à gérer les sociétés d'amiante acquises, puisque l'exploitation de ces entreprises revient en exclusivité à LAB, Société en commandite, et ce, depuis 1986. Mazarin n'aura qu'à s'asseoir sur ses lauriers et à encaisser les généreux dividendes versés par LAB.

### QUAND LES DIRIGEANTS SE GRAISSENT LA PATTE

Profitant de la manne étatique, les dirigeants de Mazarin se sont donné de généreuses options d'achat d'actions et ont acheté 775 000 actions ordinaires au prix de 0,29 \$ l'unité, alors que la valeur au marché de l'action oscillait autour de 1,20 \$ au cours de cette période. Ainsi, ils ont rapidement réalisé un gain par action de 0,91 \$, soit un

# LA SNA, CETTE SILENCIEUSE

total de 700 000 \$. Les nouveaux dirigeants de Mazarin, dont Mario Simard, le transfuge de la SNA, ont aussi largement bénéficié de nouvelles options d'achat d'actions.

Les cadres chez Mazarin sont drôlement bien traités. Ainsi, l'avis de convocation à l'assemblée annuelle et spéciale des actionnaires de 1993 révèle que les deux plus hauts dirigeants de Mazarin ont reçu une rémunération annuelle moyenne de 303 311 \$, sans compter les avantages sociaux et surtout les gains réalisés et potentiels sur les fastueuses options d'achat d'actions qu'on leur a octroyées<sup>1</sup>. 

1 Leur rémunération annuelle dépasse, et de loin, celle des dirigeants des plus importantes sociétés d'État québécoises, dont celle de Jocelyn Tremblay, pdg de la Société des alcools, qui a reçu 130 000 \$ en 1993, et Richard Drouin, président du conseil et chef de direction d'Hydro-Québec, à 286 000 \$.

Ce texte est tiré en grande partie sur l'étude réalisée par Léo-Paul Lauzon, professeur de comptabilité à l'UQAM, intitulée *Analyse socio-économique: la privatisation de l'amiante au Québec*.



**Lise Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources à l'époque de la vente à Mazarin.**

**O**fficiellement, le processus de vente a été confié à un groupe de travail formé de représentants de la SNA, du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources (Ressources naturelles aujourd'hui) et du ministère des Finances.

Selon Denis Hamel, adjoint au sous-ministre associé aux mines, le processus de vente a été entre les mains de Benoît Cartier, président de la SNA. «Benoît Cartier avait le mandat de vendre les mines. La SNA a approché elle-même les acheteurs potentiels. Le MEMR était exclu de ça, puisque la SNA relevait directement du ministre», dit-il.

La ministre de l'époque elle-même, Lise Bacon, lance la serviette à Benoît Cartier. «Le politique n'a rien à voir dans la décision. C'est l'administratif qui a géré tout cela. Benoît avait carte blanche. On nous a toujours dit que l'offre de Mazarin était supérieure et c'est sur cette base qu'on a donné notre accord à la vente à Mazarin. Parce qu'on avait déjà assez perdu d'argent avec l'aventure de l'amiante.» Difficile de se faire une idée claire: Benoît Cartier a refusé de nous parler...

## LA CONFIDENTIALITÉ AU SERVICE DE LA NATION

Dans tout le rapport annuel de la SNA qui a suivi la vente, un seul paragraphe concerne la transaction!


Le contrat de vente lui-même n'a d'ailleurs jamais été rendu public. Jean Dupéré s'est fait refuser le contrat de vente devant la Commission d'accès à l'information. VO également.<sup>1</sup> Une décision bizarre, puisque le commissaire M. Pierre Cyr a invoqué le fait que la divulgation des clauses de ce contrat mettrait en péril la nation québécoise:



PHOTO COURTOISE COURRIER FRONTENAC

**Benoît Cartier.**

«(...) une telle divulgation causerait un préjudice sérieux aux tiers et porterait sérieusement atteinte aux intérêts de l'organisme, sinon de la collectivité québécoise même.» Le juge Letarte de la Cour supérieure du Québec avait d'ailleurs ordonné d'apposer les scellés sur le contrat de vente et ses annexes en mars 93, en attendant, disait-il, que la Cour d'appel ne se penche sur la pertinence de la confidentialité de ce contrat.

D'ici quelques années, ces documents deviendront publics... du moins on l'espère! 

1 Sur le sujet du manque croissant de transparence du gouvernement, voir l'éditorial «L'opacité des gouvernements: l'autruche à queue de paon» dans VO n° 245.



PHOTO: JULIE PERREAU ET DANIEL S-LEGALULT

Le siège social de la SNA: un petit bureau...

## UN CADEAU DES DIEUX

En 1991, la décision de l'Environment Protection Agency (EPA) des États-Unis de bannir l'utilisation de l'amiante aux États-Unis venait d'être renversée par les tribunaux. Après dix ans de déficits, la SNA faisait de bons profits...

Le processus de privatisation a été particulièrement douteux. Les négociations avec la Société Mazarin ont abouti à la conclusion d'une entente qui a fait dire au président de Mazarin qu'il venait d'obtenir un vrai cadeau des dieux. Le gouvernement a payé Mazarin pour qu'elle acquière ses mines..

Véritable cadeau des dieux, en effet: les actions de Mazarin qui végétaient à 20¢ depuis longtemps font un bond extraordinaire jusqu'à 2\$ en moins d'un an. Pourtant, rien ne forçait le gouvernement à conclure à si mauvais compte la transaction. Il aurait pu faire monter les enchères. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas attendu pour vendre? Il aurait pu lancer un autre appel d'offre et, en attendant, encaisser, peinar, les dividendes réalisés par Bell et S.A.L. Il n'avait même plus à gérer les mines d'amiante, mission qui avait été confiée à une société en commandite, LAB. Mais cela aurait été sans compter sur le zèle de ces hauts fonctionnaires à s'acquitter de cette noble tâche... et sur le gouvernement libéral, qui avait fait de la privatisation de l'amiante un symbole.

# CONTE POUR TOUS

## LA TRANSACTION RACONTÉE SIMPLEMENT

LES ANALYSES FINANCIÈRES SONT SOUVENT FORT INDIGESTES. VOICI EN COMPLÉMENT À CETTE ANALYSE UNE PETITE ANALOGIE QUI RACONTE ET EXPLIQUE BIEN SIMPLEMENT CETTE AFFAIRE.

Comparons l'opération à la vente d'un immeuble à revenus dont on aurait omis de réclamer le paiement des loyers depuis deux ans à la personne qui est responsable de collecter les loyers. Vous êtes propriétaire de cet immeuble (qui rapporte environ 9 millions \$ de revenus par année) que j'offre de vous acheter au prix de 34 millions \$. Mais il y a un hic! je n'ai pas un sou.

J'ai heureusement des amis qui acceptent de mettre 2 millions \$ comptants, en échange de la garantie de recevoir un rendement extraordinaire sur leur mise.

Mais comment résoudre mon problème de solvabilité? Une solution simple et qui m'évite de m'endetter: je m'engage à vous payer les 32 millions \$ supplémentaires à même l'argent à venir de l'immeuble. Et il y en a pas mal:

- 1- les loyers non perçus (dividendes accumulés dans le cas de l'amiante) depuis deux ans totalisent près de 19 millions \$,
- 2- les surplus d'un fonds d'investissement-rénovation (caisses de retraite dans le cas de l'amiante) qui vont me rendre bientôt près de 20 millions \$, et
- 3- les revenus annuels des loyers à venir (flux monétaires des mines dans notre cas) qui tournent autour de 9 millions \$.

Comme si ça ne suffisait pas, je vais pouvoir profiter de déductions fiscales parce que vous avez accumulé certaines



PHOTO: CHRISTIAN SIMONNEAU

À Thetford Mines, la société Asbestos et les mines Bell partagent le même immeuble, la même adresse.

perdes dans les années passées, et j'aurais également la possibilité de vendre une propriété secondaire que vous avez dans le Grand Nord (le quai de Deception Bay) et pour laquelle vous venez de recevoir une offre de 3 millions\$.

### UN DERNIER OBSTACLE

Il y a un dernier obstacle: quelqu'un d'autre est intéressé à votre immeuble. Il vous a aussi présenté une offre d'achat, pas très généreuse. Mais c'est avec moi que vous désirez traiter. Or ce concurrent, qui en fait est le responsable de la collecte des loyers, décide de bonifier son offre en vous versant le montant des loyers dus depuis deux ans (19 millions \$). Nouveau problème: non seulement son offre d'achat devient plus intéressante que la mienne mais en plus il nous coince drôlement. En perdant ces 19 millions \$, je handicape sérieusement ma capacité de vous rembourser l'achat de l'immeuble.

Vous demeurez heureusement toujours intéressé à conclure la transaction avec moi. Et mijote tout à coup l'idée de signer l'entente rétroactivement à une date qui précède le versement de ces loyers accumulés.


Ne reste plus qu'à vous assurer que les membres de votre famille (en l'occurrence, les contribuables), pour lesquels vous administrez cet immeuble, n'apprendront pas tous les dessous de cette affaire, ce qui risquerait évidemment de vous mettre dans l'embarras. On s'entendra donc pour garder confidentiels les détails de cette affaire... 



PHOTO JACQUES NADEAU

**John Ciaccia et Christian Sirros, membres du conseil des ministres en 1992. Ministre des Ressources naturelles avant Lise Bacon, John Ciaccia était partisan depuis 1985 de la privatisation de l'amiante. Christian Sirros est l'actuel titulaire du portefeuille des Ressources naturelles.**

D O S S I E R



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

PLUS PLUS PLUS  
D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM _____
ADRESSE _____ _____
CODE POSTAL _____
PAIEMENT INCLUS : _____
FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À : <b>Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998</b>

VO n° 250 • SEPTEMBRE-OCTOBRE 1994

# ♦ PASTORALE

Centre universitaire de formation permanente

2715, chemin de la Côte-Sainte-Catherine  
MONTRÉAL, H3T 1B6

---

- ✓ Pour une appropriation critique du vécu de l'Église d'ici
- ✓ Pour le développement de compétences spécifiques à l'intervention pastorale
- ✓ Pour expérimenter de nouvelles pratiques chrétiennes et pastorales

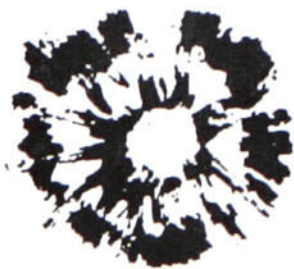
Au-delà de **70** cours, sessions, week-end ...

Une pastorale mieux adaptée  
à la mentalité urbaine  
Les 12, 19 et 26 septembre

Les voies d'avenir  
des communautés chrétiennes locales  
Du 14 septembre au 12 octobre

Action pastorale  
et présence à son milieu social  
Les 3, 17 et 24 octobre

Apprendre à lire pastoralement  
la société  
Les 2, 3, 9 et 10 décembre



... et encore beaucoup d'autres !

**Renseignements: (514) 739-3223**



NICOLE BRAIS

L'ennui avec VO, le défi diront certains positivistes, c'est d'écrire trois mois à l'avance en ayant l'air tout à fait dans le coup trois mois plus tard. Au moment où j'essaie de chroniquer, la date des élections n'est pas arrêtée et je dois faire comme si j'étais très au courant de la tournure des débats de la campagne qui se déroule vraisemblablement au moment où vous me lisez.

Dans ma position, vaut mieux donc parler de ce dont on ne jase sûrement pas autour de cette élection aux nobles et nationaux enjeux. Avez-vous remarqué à quel point l'État est devenu suspicieux à notre égard? Ce n'est pas d'hier que ses gardes-chiourmes fouillent dans les garde-robes des assistées sociales gardées à vue en espérant y découvrir un potentiel *sugar daddy* au garde-à-vous. Mais voilà que les soupçons se généralisent à l'ensemble des contribuables tous appréhendés par le ministère du Revenu


## DANS UN ÉTAT LAMENTABLE

comme des fraudeurs-ses en puissance, que ses gros méchants fonctionnaires sont dressés à traquer...

Pendant que nous, pauvres «contribuables», payons la note, dans les hautes sphères publiques, on se graisse la patte à qui mieux mieux. L'État qui se privatise et le privé qui s'étatise, ça génère des relations incestueuses et lucratives. Des exemples? On nous en sert tellement qu'on finit par tous les confondre: les magouilles innombrables à Laval autour du Parti du maire Vaillancourt qui a bien des amis à Québec, les ex-conseillers de Bourassa qui

«boostent» leur compagnie sur Hydro-Québec... Dois-je vraiment vous en faire une liste exhaustive?

À côté de ceux qui courent les conflits d'intérêts comme des poules aux œufs d'or, il y a tous ceux qui ne font que s'engraisser. À d'autres, les cures d'amaigrissement. Pendant qu'ils coupaient les services ferroviaires, Mulroney et sa *gang* dépensaient en trois ans 85 millions \$ sur notre bras pour voyager en *Challenger*. Les logements sociaux coûtent cher: Investissement Canada a dépensé 132 000\$ pour rénover inutilement une salle de bain et quelques autres babioles à l'intention de trois membres de sa direction. Je vous écœure encore?

Je finis par me demander si je ne suis pas carrément plus naïveuse que la moyenne. Voyez-vous, je suis, probablement comme vous, du genre plutôt honnête. Comment, tout honnête que vous êtes, vivez-vous votre État? 

### LONGUE VIE À VO !

**BMB Consultants syndicaux en relations de travail**

Gaëtan Breton Suzanne Milo René Beaupré

1063, rue St-Denis, Montréal (Québec) H2X 3J3  
Tél: (514) 844-1347 1-800-663-2262  
Télé: (514) 844-8037

### LONGUE VIE À VO

*Le magazine qui n'a pas peur des mots*



Les syndicats enseignants membres de la  
Fédération autonome du collégial  
1067, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X 3J3  
Tél.: 848-9977, Téléc.: 848-0166



SUCO dit bra

# VO

à cette revue indépendante qui ose prendre la parole pour réclamer bien haut ce qui nous revient de droit : vivre en paix dans un monde basé sur la justice et le respect mutuel.

**Bon 250<sup>e</sup> !**

**DEPUIS 1961** en solidarité internationale

SUCO : 3680, rue Jeanne-Mance, bureau 410, Montréal (Québec) H2X 2K5. Tél.: (514) 982-6622

AU MOMENT OÙ SE TIENT LA  
CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR  
LES POPULATIONS ET LE  
DÉVELOPPEMENT, AU CAIRE, DU 5 AU  
13 SEPTEMBRE, LE VÉRITABLE DÉBAT SE  
FERA-T-IL?

QUI PROFITE DE LA LIMITATION DES  
NAISSANCES DANS L'HÉMISPHERE  
SUD? LES FEMMES DU SUD?  
LES COMPAGNIES PHARMACEUTIQUES?

# RÉDUIRE LA FERTILITÉ DU SUD?

ISABELLE RIVEST

**E**n l'an 2025, la population mondiale pourrait atteindre 9,5 milliards d'habitants-es. Il est possible que cette explosion démographique engendre une pression à la hausse sur les frontières des pays du Nord. En effet, selon le rapport sur l'état de la population mondiale des Nations unies, le nombre de migrants-es internationaux-ales a presque doublé entre 1989 et 1992, pour se chiffrer à 100 millions de personnes, dont une partie au moins se dirigerait vers le Nord.

C'est à la lumière de ces prévisions que s'animeront les débats lors de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), organisée par l'ONU, qui aura lieu au Caire, du 5 au 13 septembre prochain. Les enjeux seront de taille. Les délégations composées de représentants-es des gouvernements et d'organisations non-gouvernementales (ONG) de plus de 160 pays devront y adopter un plan d'action pour les 20 prochaines années. Pas moins de 937 ONG, plus divisées que jamais, ont déjà reçu leurs accréditations.

Trois conférences préparatoires ont produit un long texte, à être adopté, qui n'inspire rien de bon. Les négociations ne modifieront en rien la guerre, engagée depuis plusieurs décennies, contre la fertilité des femmes du Sud. Pas plus que l'application de politiques natalistes ou la recherche des nouvelles techniques de reproduction dans les États du Nord.

## FEMMES ET CONTRACEPTION

La mise au point de nouvelles méthodes contraceptives a contribué à l'émancipation des femmes des pays industrialisés. Aussi, lorsque les gouvernements du Nord ont lancé des pro-

grammes de *planning* familial dans le Tiers Monde, Mme Hélène Lagacé, coordonnatrice du Comité québécois Femmes et développement (CQFD), avait accueilli l'initiative avec enthousiasme. Mais les groupes de femmes du Sud n'ont pas tardé à faire connaître un autre point de vue. «Pour les familles du Tiers Monde, explique Mme Lagacé, avoir beaucoup d'enfants constitue une stratégie de survie, un peu comme cela existait au Québec, il y a 50 ou 100 ans.»

Si l'époque des stérilisations à l'insu des principales intéressées semble bien révolue, les interventions, par contre, demeurent coercitives. Un des cas révélateur est le programme «Population 4», réalisé au Bangladesh, et financé en partie par le gouvernement canadien via la Banque mondiale. «Population 4» administre le *Depo-provera*, un contraceptif interdit au Canada, parce que ses effets sur la santé ne sont pas assez connus.

Au mois de novembre dernier, Mme Lagacé a pu rencontrer les responsables du programme au Bangladesh. Ce qu'elle a observé sur place l'a vivement préoccupée. «Les intervenants ont des objectifs quantitatifs de stérilisation et de demande de contraceptifs à rencontrer. Cette contrainte les conduit à influencer le choix des femmes.»

Mais il y a plus. Les mesures de santé préventive qui devraient accompagner l'utilisation de contraceptifs sont largement insuffisantes. À ce sujet, les résultats de «Population 3», un programme réalisé de 1986 à 1992, sont éloquentes. Le rapport final indique que le taux moyen de fertilité a diminué de 5,8 à 4,5 et que l'utilisation de contraceptifs est passé de 25% à 40%. Mais les objec-



PHOTO: MARIANA YAMPOLSKY



PHOTO: JOHAN VAN DER KEUKEN



PHOTO GIDEON MENDEL



PHOTO XAVIER LLUIS, CHRONO-PRESSE

tifs «secondaires», visant la réduction de la mortalité maternelle et infantile, ont donné des résultats (moins quantifiés) «décevants». Des 246 millions \$US qui ont été investis, «peu de ressources ont été attribuées à la santé, ce qui explique le bilan peu impressionnant.»

Le programme du Bangladesh est loin d'être un cas isolé. En fait, c'est comme si le Tiers Monde servait de gigantesque laboratoire humain pour l'industrie pharmaceutique. Ces expérimentations ont aussi des répercussions chez nous. Le *Norplant*, par exemple, a été prescrit à de nombreuses femmes du Sud, bien avant sa légalisation au Canada. «Maintenant, le *Depo-provera* et le vaccin anticonceptionnel pourraient être approuvés à leur tour, estime Mme France Tardif de la Fédération du Québec pour le *planning* des naissances. Et comme le *Norplant*, ces moyens contraceptifs provoquent parfois des effets secondaires importants. Mais les médecins se fient entièrement aux données fournies par l'industrie pharmaceutique, sans faire leurs propres analyses.»

## VERT

Les ONG présentes à la CIPD ne parleront pas toutes d'une seule voix. En effet, un certain courant environnementaliste dénonce les effets de l'explosion démographique sur l'éco-système. Au Québec, le Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME) s'inscrit au cœur de cette tendance.

Selon M. Yves Guérard, chercheur au GRAME, si on veut protéger notre planète, nos programmes d'aide internationale devront s'attaquer davantage à la réduction des taux de naissance: «Actuellement, nous avons des projets qui vont s'adresser, par exemple, à 10 000

habitants d'un bidonville. Mais ces efforts se perdent à cause de la croissance rapide de la population. Et notre aide n'empêche pas la formation de ces concentrations urbaines qui exercent une pression à la baisse sur la qualité de l'environnement.»

Le chercheur du GRAME a concocté une solution: offrir une sécurité sociale à toutes les femmes du Tiers Monde qui acceptent de ne pas avoir plus de deux enfants. M. Guérard est conscient que cette mesure soulève de nombreuses critiques. On pense, entre autres, qu'elle pourrait devenir une sorte d'incitation à l'infanticide. «Mais c'est une question de solidarité avec les femmes du Sud», affirme-t-il.

## DES MESURES COERCITIVES

Le problème, c'est que les groupes de femmes s'élèvent à cor et à cri contre ces méthodes de contrôle des populations. «Acheter le consentement des gens n'est pas une solution, affirme Mme Shree Mulay, professeure associée de Médecine et de Physiologie à l'Université McGill. Cette proposition ressemble aux mesures fascistes qui existent en Chine, où on oblige les femmes à ne pas avoir plus d'un ou deux enfants.»

Quant à la dégradation de l'environnement, il est généralement reconnu qu'elle est avant tout causée par la surconsommation dans les pays industrialisés. En effet, si le Nord constitue 20% de la population mondiale, on s'y accapare d'environ 80% des ressources disponibles. C'est pourquoi les groupes de femmes estiment que la solution réside plutôt dans une répartition plus juste des richesses. Elle permettrait de freiner l'appétit boulimique du Nord et

d'améliorer les conditions matérielles du Tiers Monde. «Les corrélations sont faites, explique Mme Mulay. Plus le niveau de vie et d'instruction est élevé, plus le taux de natalité diminue.»

Mais il serait étonnant que l'épineux problème du partage des ressources soit abordé à la CIPD. Mme Mulay n'espère pas grand-chose de la Conférence. «Le discours des gouvernements du Nord se raffine parce qu'ils ont besoin de l'appui des groupes de femmes pour réaliser leurs programmes. Mais si les mots changent, les pratiques sur le terrain demeurent coercitives.»

PHOTO JOHN GORDANO



# CUSO QUÉBEC

## CUSO

est une agence  
de coopération  
internationale.

Nous croyons  
que la justice sociale  
à l'échelle mondiale  
n'est pas une utopie.

Pour y parvenir,  
il faut travailler  
en s'appuyant  
sur des alliances,  
des échanges  
de connaissances  
et d'expertises  
ainsi que  
sur le partage  
des ressources.

## Nous cherchons un assistant ou une assistante à la coopération régionale pour le Togo et le Nigéria

### RESPONSABILITÉS

- Appui à la programmation Cuso Afrique de l'Ouest
- Appui aux coopérantes et coopérants sur le terrain
- Coordination et développement du programme de coopération en Afrique de l'Ouest
- Promotion des liens et des relations entre le Canada et l'Afrique de l'Ouest

### QUALIFICATIONS

- Avoir une bonne connaissance de l'Afrique de l'Ouest
- Être bilingue
- Être engagé(e) dans le domaine du développement international et de la justice sociale
- Avoir une bonne connaissance du contexte canadien et québécois.





À BORDEAUX-CARTIERVILLE, UNE FÊTE DE QUARTIER ANNONCE LA RENTRÉE.

## UNE FÊTE À LA MESURE DU TEMPS ET DES ÂGES

TEXTE ET PHOTOS:  
PIERRE VIAU

**S**eptembre! La chaude liberté de l'été est déjà un souvenir. Les jeunes ont troqué le ballon pour le sac d'école. Les parents tentent d'ajuster leur horaire à celui des classes de leurs enfants. La convocation des réunions, des comités fait réapparaître les agendas.

Septembre! Il est encore temps d'organiser des rassemblements champêtres dans les parcs de la ville, mais la température se fait moins coopérante: «En cas de pluie, l'événement sera remis au lendemain!»

C'est «Fête d'accueil» au parc Sainte-Odile de Bordeaux-Cartierville. Les responsables d'organismes étalent avec soin leurs dépliants et déploient banderoles et fanions. Des coups de vent inattendus éprouvent la fragilité des installations.

De lourds nuages dispersés menacent la fête. Une pluie fine et intermittente regroupe la foule, quelques minutes, sous les arbres, presse les bénévoles à recouvrir les aliments qu'ils avaient préparés. Mets d'Amérique du Sud, d'Afrique du Nord savourés sous un ciel menaçant! S'ajuster aux caprices des dépressions atmosphériques fait partie de l'initiation à la vie québécoise!

Les organismes «affichent leurs produits» à des adultes un peu timides, portés à se regrouper selon leur pays d'origine. Moins traumatisés par la barrière des langues, les enfants occupent un

kiosque très couru, celui des maquillages. Ils s'en donnent à cœur joie, dans la plus belle anarchie, à éplucher les épis de blé d'inde, se roulant dans les feuilles, écrasant les épis. Plus préoccupés du massacre des épis que du plaisir des enfants, les adultes cherchent à imposer leur manière de faire, comme «dans notre temps».

Au même moment, les adolescents localisent les filles, partent les courtiser, reviennent partager leurs approches, se redonner courage pour poursuivre la cour et espérer la suite à la polyvalente, lundi prochain.

Quant aux adultes, la plupart se présentent au kiosque des mets inter-ethniques. La première bouchée est déterminante pour continuer la dégustation. De toutes manières, on distribue les recettes, en cas de saveurs irrésistibles. Quelques-uns-es, moins aventureux-ères, prétextent avoir déjà mangé, ne pas avoir faim pour le moment, suivre une diète...

Septembre! Une fête à la mesure du temps et des âges, à la mesure aussi des énergies à vivre ensemble pour améliorer la qualité de vie d'un quartier.



25 ANS  
D'EXPÉRIENCE

**ÇA  
COMPTE**

ACTIF	9,614,53	18,999,65
PASSIF	9,614,52	18,999,65
SOLDE	0,01	0,00

ACTIF	18,828,14	12,793,85
PASSIF	18,828,14	12,798,85
SOLDE	0,00	0,00

**Gosselin + Associés**  
COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST. BUREAU 420,  
MONTREAL (QUÉBEC) H2E 1A7  
TÉLÉPHONE : (514) 376-4090

# CORPORATIONS INTERMÉDIAIRES DE TRAVAIL (CIT): UNE MISSION DU COMMUNAUTAIRE?

LOUISE BOIVIN

Chaque fois qu'il publicise son plan de relance de l'emploi de 3 milliards \$, le gouvernement libéral omet de mentionner que le tiers des emplois promis sont dans les faits 16 000 PAIE (Programme d'intégration à l'emploi). Tour à tour des dizaines de milliers de personnes assistées sociales participeront au programme pour une durée maximale de six à neuf mois chacune. Et vive le partage du travail!

Cette main-d'œuvre en rotation et les subventions salariales permanentes à 5,85\$ l'heure seront offertes à des organismes sans but lucratif qui accepteront de devenir une Corporation intermédiaire de travail (CIT). Ce nouvel axe des politiques québécoises de main-d'œuvre et d'aide sociale risque de transformer le marché du travail et le milieu communautaire.

Le concept de CIT est d'inspiration européenne et a été remodelé par les fonctionnaires de la Direction des politiques et programmes du ministère de la Sécurité du revenu, parmi lesquels Pierre-Paul Sénéchal. «Auparavant, l'insertion c'était une affaire de professionnels, explique-t-il. Maintenant, on a besoin de plus de support dans la société pour aider les plus démunis. On peut appeler ça un genre de Corvée-emploi ou de Corvée-insertion.»

## EFFETS SUR LE COMMUNAUTAIRE

Les groupes communautaires sont les premiers ciblés pour la Corvée-insertion. Une campagne de promotion pour recruter les futures CIT a débuté à toute vitesse en février et mars, dans toutes les régions, à partir des centres Travail-Québec et de certains ministères impliqués. Le plan de relance de Québec pré-

voit la mise sur pied de 800 CIT d'ici trois ans. Il en existe actuellement plus de 100.

Les organismes qui acceptent de devenir CIT sont éligibles à une subvention de démarrage ou d'expansion variant entre 20 000\$ et 50 000\$. Ceux qui œuvrent dans le secteur de l'aide à domicile peuvent aussi obtenir une allocation de 100\$ par mois par prestataire employé-e et une extension de trois mois aux subventions salariales du PAIE.

*suite en page 50*



PHOTO: HORACIO PAONE, AGENCE STOCK



PHOTO: RENÉ BEAULIEU

## L'UTILISATION DES CIT POUR LE MANTIEN À DOMICILE

Même si les corporations intermédiaires de travail (CIT) sont officiellement présentées comme «un outil de création d'emploi», tout porte à croire qu'elles constitueront d'abord une réponse à rabais au besoin croissant de services de maintien à domicile au Québec.

La moitié des 16 000 postes que le gouvernement dédie aux CIT dans son plan de relance de «l'emploi» seront utilisés dans le domaine du maintien à domicile. Les CIT œuvrant dans ce secteur reçoivent une allocation mensuelle supplémentaire de 100\$ par employé-e.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux et celui de la Sécurité du revenu se concertent pour que les CLSC achètent des services aux CIT et participent à la formation du personnel et au contrôle de la qualité des services.

Les CIT doivent offrir des services dits

légers excluant l'assistance et les soins à la personne: l'entretien ménager, la lessive, les courses, les repas, l'accompagnement, le soutien civique, le gardiennage, etc. Des tâches habituellement effectuées par les auxiliaires familiales des CLSC qui gagnent environ 13\$ l'heure, alors que les employées des CIT reçoivent rarement plus de 6\$ ou 8\$ l'heure.

### LES RÉACTIONS

«Les CIT contribuent à dévaloriser les emplois traditionnellement réservés aux femmes», souligne Claudette Champagne, du Front commun des personnes assistées sociales du Québec.

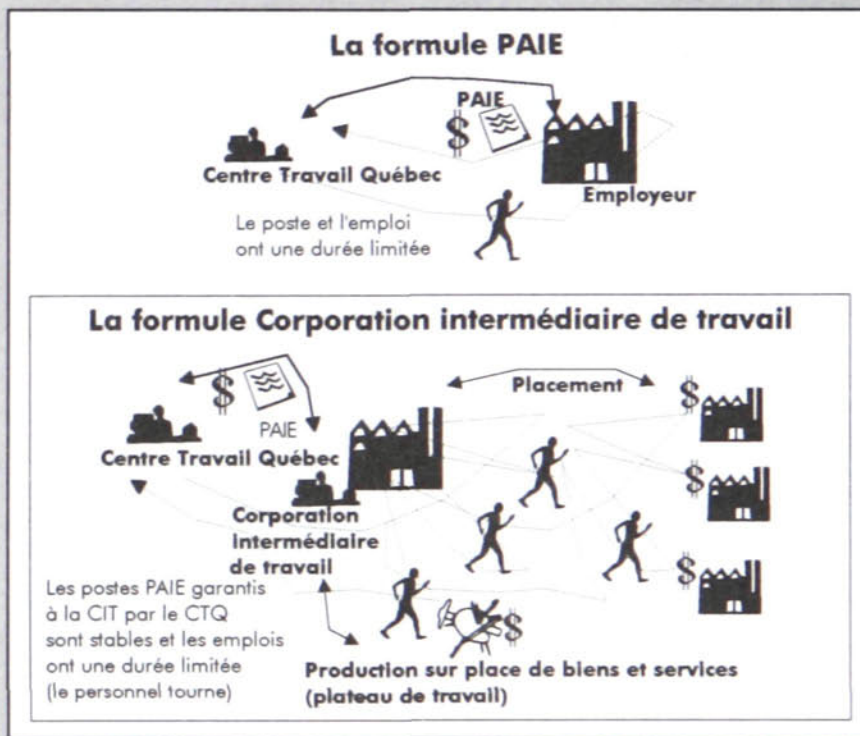
C'est d'ailleurs la menace de perte d'emplois chez les auxiliaires familiales qui motive la Fédération des Affaires sociales (FAS-CSN) à s'opposer à l'arrivée de CIT dans le champ de l'aide à domicile.

- ◀ Jean-Yves Desgagnés
- ▶ Vivian Labrie
- ▼ Claudette Champagne



PHOTO: BERNARD JEAY

## QU'EST-CE QU'UNE CORPORATION INTERMÉDIAIRE DE TRAVAIL?



GRAPHISME: VIVIAN LABRIE

### L. BOVIN

La FAS craint aussi pour la qualité des services.

La Fédération des CLSC, de son côté, a une position mitigée. Elle ne condamne nullement l'action des CIT dans le domaine de l'aide à domicile, parce que les CLSC n'ont pas les moyens de répondre à tous les besoins. Elle émet cependant des conditions pour que les CLSC s'associent aux CIT: les services et la formation des employés-es doivent être de qualité, ces services doivent être complémentaires à ceux des CLSC, la participation des assistés-es sociaux-ales doit être volontaire et leur permettre une réelle réinsertion sur le marché du travail.

Reste à voir ce qui empêchera les CLSC de recourir aux CIT pour boucler leurs budgets, compte tenu des diminutions d'effectifs, des coupures budgétaires, de la concertation inter-ministérielle. ☺

**Les organismes à but non lucratif qui obtiennent le statut de corporation intermédiaire de travail (CIT) par leur Centre Travail-Québec reçoivent des subventions salariales PAIE (Programme d'aide à l'insertion à l'emploi), au salaire minimum pour 35 heures/semaine, de manière continue. Elles doivent recruter des prestataires d'aide sociale qui seront remplacés-es par d'autres à chaque 26 semaines avec un supplément de trois mois dans le secteur de l'aide à domicile. Certaines CIT peuvent gérer jusqu'à 90 PAIE.**

**Les CIT doivent œuvrer dans au moins un des deux créneaux suivants:**

- la production et la vente de biens et services;
- la location de main-d'œuvre.

**Les secteurs de travail potentiels pour les CIT sont ceux où il existe un besoin de main-d'œuvre, soit parce que les emplois sont de trop courte durée (agriculture, entretien) ou soit parce qu'ils ne sont pas rentables mais socialement utiles (récupération, environnement, «aide aux publics plus démunis», soutien à domicile, etc.).**

**Paradoxalement, ces activités (non rentables) doivent leur permettre de générer des revenus et de s'auto-financer au bout de deux ou trois ans «sans entraîner la concurrence déloyale avec d'autres entreprises ou la substitution directe d'emploi».**


**Les CIT doivent assurer un suivi et un encadrement des stagiaires et peuvent augmenter leur salaire ou les embaucher si leurs revenus le permettent. Sinon, elles doivent les aider à se trouver un emploi au terme de leur PAIE. ☺**

«Avec la création des CIT, l'État se désengage et remet la responsabilité de la création d'emploi entre les mains du communautaire. Ça lui permet en même temps de le contrôler pour qu'il soit moins critique», pense Claudette Champagne, coordonnatrice du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, une coalition d'une quarantaine d'organismes.

«Les CIT risquent de transformer le visage des groupes communautaires en les amenant à répondre à une commande sans tenir compte de leurs propres projets. Il n'existe pas de version coopérative de la CIT. L'auto-gestion, qui permet une prise sur les conditions de travail, est importante à assurer», affirme pour sa part Viviane Labrie, du Carrefour de pastorale en milieu ouvrier de Québec (CAPMO).

### EN MARGE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

«Le développement des CIT s'inscrit dans la politique québécoise d'aide sociale, qui vise, dans les faits, la précarisation de l'emploi», soutient Jean-Yves Desgagnés, agent de recherche sur la sécurité du revenu à l'Université de Montréal. «Pour les adeptes du néo-libéralisme, la relance de l'économie passe par la réduction des coûts de la main-d'œuvre. Le travail, à n'importe quel prix.»

C'est pour soulever des débats sur l'aspect éthique de l'utilisation des CIT comme mesure de création d'emplois que Viviane Labrie a accepté de siéger pour le CAPMO au Fonds décentralisé de création d'emploi (région de Québec). Cette instance, formée de représentants-es de ministères, du monde des affaires, du municipal, des MRC, des syndicats et du communautaire, sélectionne les projets de CIT qui obtiennent des subventions de démarrage. «Il faut que les groupes communautaires soient présents pour faire entendre leur voix», plaide-t-elle. 

DIFFÉRENTS GROUPES COMMUNAUTAIRES ONT RÉCEMMENT ACQUIS LE STATUT DE CORPORATION INTERMÉDIAIRE DE TRAVAIL. LE DOUBLE OBJECTIF D'AUTO-FINANCEMENT ET DE RÉINSERTION AU TRAVAIL EST DIFFICILE À ATTEINDRE.

## LE RESTO-POP: DE PAIE EN PAIE

L. BOIVIN

Pour en finir avec le cul-de-sac des programmes EXTRA, le Resto-pop, la cafétéria populaire d'Hochelaga-Maison-neuve, a envoyé une pétition aux décideurs, revendiquant le financement d'emplois communautaires durables.

En guise de réponse, le ministère de la Sécurité du revenu lui offre le statut de CIT, et le promoteur du programme, Claude Pépin, lui suggère d'assurer la continuité des emplois par une voie sinueuse. «Il nous a expliqué qu'au terme de leur PAIE, nos employés-es allaient recevoir du chômage et un supplément d'aide sociale à cause de leurs faibles revenus. Aussitôt, les personnes seraient à nouveau éligible à un PAIE et pourraient continuer à travailler chez-nous», raconte Pierre Prudhomme, le responsable du personnel au Resto-pop.

Le Resto-pop aura été CIT pendant à peine quelques mois, jusqu'à ce que les démarches administratives requises par les bureaux d'assurance-chômage et d'aide sociale ne laissent un de ses employés-es, terminant un PAIE, sans revenu pendant six semaines. «Je suis justement en train de terminer une lettre qui demande à M. Pépin de suspendre notre statut de CIT tant qu'il ne nous



PHOTO BERNARD JEAY

Pierre Prudhomme.


permettra pas de garder nos employés de manière permanente», lance Pierre Prudhomme. Pour lui, l'idée que les CIT peuvent générer des revenus suffisants en s'adressant à une clientèle de personnes démunies constitue un mythe. 



PHOTO BERNARD JEAY

# ■ DÉFI-AUTONOMIE ANTOINE-LABELLE: UN FAUX MODÈLE

L. BOIVIN

«Le ministère de la Sécurité du revenu vise des activités rentables. Peut-être que le soutien à domicile pour personnes âgées serait rentable à Westmount, mais pas en région. La tarification paie à peine les frais de transport», affirme Michel Langevin, coordonnateur de Défi-Autonomie d'Antoine-Labelle, un organisme qui dessert la région de Mont-Laurier.

Cette corporation intermédiaire de travail (CIT) est souvent présentée comme un modèle de réussite par le Ministère. Pourtant, sans les subventions fédérales qu'elle reçoit pour mener un projet-pilote, la CIT Défi-Autonomie pourrait difficilement offrir ses services de soutien à domicile.

Le statut de CIT, «on ne va pas loin avec ça, souligne Michel Langevin. Selon une enquête que nous avons réalisée pour tracer le portrait des bénéficiaires de nos services, 85% ont un revenu annuel de 15 000\$ et moins, et 45% ont un revenu de 10 000\$ et moins. On ne peut demander 5 ou 10\$ de l'heure pour les services. Déjà, il y a un accroc à l'universalité». Défi-Autonomie offre actuellement ses services à 2,50\$ de l'heure.

Pierre-Paul Sénéchal, de la Direction des politiques et programmes à la Sécurité du revenu, admet que les CIT qui offrent des services dans les milieux défavorisés peuvent difficilement générer des revenus. Il soutient néanmoins que la clientèle démunie, souvent référée par les CLSC, doit être desservie. «On veut s'assurer qu'il n'y ait pas de baisse de services», dit-il, ajoutant que les CIT de soutien à domicile peuvent recevoir 100\$ par mois pour chacun-e de leurs stagiaires comme contribution à leurs frais de fonctionnement. Pierre-Paul Sénéchal concède quand même «qu'il faudra trouver des normes de contributions supplémentaires à long terme».

## INTÉGRER AU MARCHÉ DU TRAVAIL

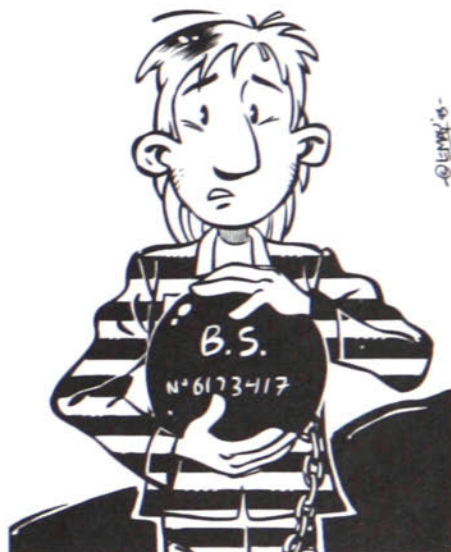
En théorie, une CIT doit avoir le potentiel de générer suffisamment de reve-

nus pour financer son fonctionnement tout en intégrant des prestataires d'aide sociale en emploi.

Le «modèle» Défi-Autonomie d'Antoine-Labelle, que les tenants des corporations intermédiaires citent dans toutes les tribunes, n'est pourtant ni auto-suffisant financièrement, ni créateur d'emplois durables.

Si huit de ses employés-es ne figurent plus dans les statistiques de l'aide sociale, c'est parce qu'ils-elles participent à un Programme d'intégration à l'emploi (PAIE) qui dure trois fois plus longtemps que la normale, toujours à cause du projet-pilote.

«On tient à réinsérer nos stagiaires sur le marché du travail, sinon à quoi ça sert de juste les employer pour offrir des services et qu'ils retournent sur le chômage ou l'aide sociale», affirme le



DESSIN: NICOLA LEMAY

coordonnateur Michel Langevin. C'est néanmoins ce qui risque d'arriver même si la CIT s'engage à chercher des stages en entreprises ou des emplois pour ses ex-employés-es. «On ne s'attendra pas nécessairement à ce que les employeurs les gardent. Nous, on veut surtout leur donner une expérience de travail», admet Michel Langevin.

## ■ SERVICE D'INTÉGRATION AU TRAVAIL L'ESPOIR:

# NOUS PAYONS LES AVANTAGES SOCIAUX

L. BOIVIN

Dans un document de promotion, la CIT Service d'intégration au travail l'Espoir, de Québec, présente les économies qu'une entreprise peut réaliser en louant la force de travail d'un-e employé-e pendant 26 semaines sans avoir à payer les avantages sociaux. Ces économies varient entre 1 100\$ lorsque le salaire est de 6\$ de l'heure, et 2 083\$ lorsque le salaire est de 11\$ de l'heure.

Service d'intégration au travail l'Espoir loue de la main-d'œuvre. Depuis octobre 1993, elle loue les services de ses 10 employés-es sur PAIE à un employeur: le Centre de tri de Québec, une entreprise privée qui a obtenu un contrat de récupération de la Ville de Québec pour dix ans.

Les travailleurs-ses sont agents-es de tri et reçoivent le salaire minimum assuré par PAIE (5,85\$ l'heure). Le Centre de tri, lui, paie 6,15\$ l'heure à la CIT, qui s'en sert pour financer ses frais de fonctionnement et les avantages sociaux des employés-es.

Le Centre de tri a de bonnes chances d'embaucher, au terme du PAIE, la main-d'œuvre louée, selon Laurent Bérubé, l'agent de communication de la CIT.

Pour l'instant, c'est surtout les entreprises privées qui trouvent leur compte, puisque la CIT Service d'intégration au travail l'Espoir leur offre une main-d'œuvre non syndiquée sans avantages sociaux à financer. Une aubaine!

# SERVICES D'ENTRETIEN L'ENTREGENS: DÉPLACER LES CHÔMEURS- SES

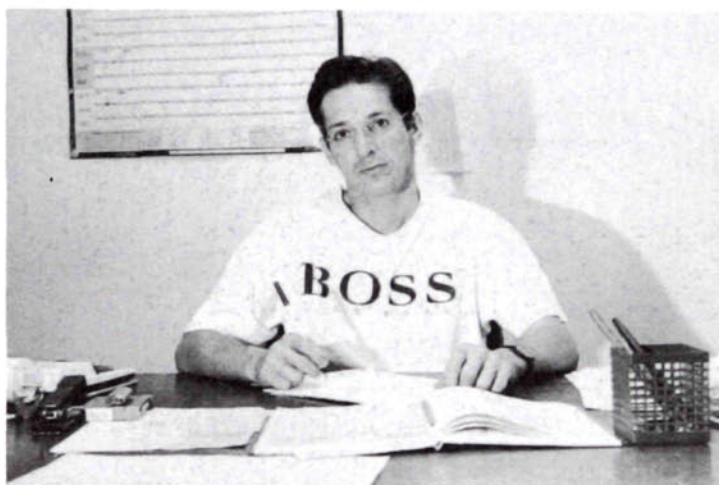


PHOTO: BERNARD JEAY

**Pierre Dorion,  
des Services  
d'entretien  
L'Entregens.**

L. BOIVIN

«C'est beau la mission sociale, mais j'ai des clients qui veulent des résultats, de la qualité et de la productivité», affirme Pierre Dorion, directeur des Services d'entretien l'Entregens, devenu, en septembre 1992, une des premières CIT à Montréal. L'organisme vend surtout les services d'entretien, exécutés par ses employés-es sur PAIE, à des organismes communautaires et à des institutions.

Les stagiaires, des jeunes de 18 à 30 ans, apprécient l'expérience de travail et la formation et ont beaucoup d'attentes, mais peu d'entre eux dénient un emploi à la fin du PAIE de six mois. Pierre Dorion croit que «c'est parce que plusieurs vivent des problèmes d'intégration sociale, comme la toxicomanie, ou ne comprennent pas les règles du marché du travail. C'est comme si le gouvernement nous pelletait la responsabilité des sans-emplois.»

Il croit que pour rentabiliser la CIT, il

vaudrait mieux, à l'avenir, sélectionner les stagiaires et les «mettre en situation de travail», sous probation pendant un mois, pour évaluer s'ils-elles se rapprochent des normes de productivité du marché. «Nous devons être plus productifs pour avoir plus de revenus, pour que les jeunes soient mieux formés et trouvent un bon emploi, insiste-t-il. Il faut qu'on puisse se payer l'équipement adéquat, comme celui utilisé par les compagnies d'entretien.» Pour l'instant, deux «moppes» sont partagées par cinq employés-es!

## LA BUSINESS DE L'INSERTION SOCIALE

Le Carrefour communautaire Rosemont l'Entregens, impliqué dans la mise sur pied de la CIT Services d'entretien l'Entregens, s'est retiré de son conseil d'administration en juin 94 et demande que la CIT change de nom. «On ne se reconnaît plus là-dedans, explique le directeur du Carrefour communautaire, Pierre Durand. Au lieu d'être un projet coopératif et volontaire, comme prévu

initialement, la CIT emploie des personnes contraintes de participer, au risque de voir diminuer leur chèque d'aide sociale.»

Les tarifs des Services d'entretien l'Entregens sont concurrentiels, «un peu moins chers que le prix du marché, car il y a beaucoup de compétition et nos employés sont moins productifs que ceux de l'entreprise privée», déclare le directeur. En plus, «les clients bénéficient d'un bonus: on leur donne plus d'heures que celles qu'ils nous paient, parce qu'on a pas beaucoup de contrats actuellement: ils sont contents», confirme-t-il.

C'est la rentabilité de la CIT qui prime, et non la formation de l'employé-qu'on prétend réinsérer en emploi, ajoute-t-il. «Je me demande si on ne fait pas que déplacer des chômeurs. La petite entreprise privée offrant des services d'entretien ne sera plus concurrentielle avec les CIT, qui ont une bonne partie de leurs coûts de main-d'œuvre subventionnés par PAIE.»



**SYNDICAT DES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS  
PROFESSIONNELS-LES ET DE BUREAU  
SECTION LOCALE 57**

Le SEPB 57 qui fêtera en 1995 cinquante ans de service auprès de ses membres s'associe à V.O. pour célébrer avec lui son 250<sup>e</sup> numéro et lui souhaite longue vie.



### LE CENTRE 7400 : au centre de l'île de Montréal

- à côté du métro, station De Castelnau
- près du boulevard Métropolitain
- reçoit des organismes à but non lucratif
- une douzaine de locaux disponibles
- possibilité de 10 à 300 personnes
- session de 1 jour et plus
- services de cafétéria et 22 chambres

7400, boul. Saint-Laurent  
Montréal (Québec)

H2R 2Y1 Tél. : 270-7400 Fax : 270-7451

La Centrale des professionnelles et professionnels de la santé, constituée de syndicats formés sur une base professionnelle et qui regroupe 7 000 membres, tient à rappeler au Parti libéral du Québec et au Parti Québécois que le système de santé et des services sociaux est celui de tous les Québécois et qu'en conséquence il leur revient d'en décider des orientations.

**POUR LA SANTÉ,**  
**EXIGEONS**  
**UN DÉBAT PUBLIC!**



CENTRALE  
DES PROFESSIONNELLES  
ET PROFESSIONNELS  
DE LA SANTÉ



ISABELLE RIVEST

**V**otre employeur-e est un-e imbécile qui s'ingénie à vous compliquer l'existence. Mais dans la conjoncture actuelle, vos chances de trouver un autre emploi sont égales à celles de remporter le million. Que faire? Les techniciens-nes ambulanciers-ères de la Montérégie ont trouvé une solution. Ils ont acheté l'entreprise.

L'idée de former une coopérative a germé en 1987, après une longue lutte syndicale. Les ambulanciers-ères avaient obtenu une amélioration de leurs salaires et de leurs équipements. «Mais on se disait qu'on pouvait faire mieux avec les mêmes moyens», se rappelle Jacques Blain, alors président du syndicat.

Bien sûr, on ne balance pas sa sécurité d'emploi à la légère. «Ça a pris pas mal de discussion pour convaincre tout le monde, raconte M. Blain, aujourd'hui président-directeur général de la coopérative. Mais moi, je croyais à ce défi social-là. Je voulais prouver que les travailleurs-ses sont capables de se prendre en main.»

Ainsi, le 1<sup>er</sup> janvier 1988, la CTAM était officiellement inaugurée, pour le meilleur et pour le pire. La vie n'a pas toujours été rose, loin de là. «Les trois premiers mois, c'était l'enfer, reconnaît le PDG de la coopérative. On était endettés-es à 99,8%. Tout était à apprendre. On ne savait même pas comment faire une paie! Ce qui nous a sauvé, c'est la détermination des membres. La peur de faire faillite, ça peut être très stimulant.»

## UNE ENTREPRISE PROSPÈRE

Vus de l'extérieur, les services ambulanciers de la Montérégie sont semblables à tous les autres. La différence, c'est que ce sont les membres qui adoptent les règlements et qui choisissent leurs patrons. «La bonne volonté n'est pas suffisante, affirme M. Blain. Le rôle des directeurs est de faire respecter la discipline.» Mais si le style de gestion de l'un d'eux déplaît à la majorité, il sera révoqué très rapidement. «C'est ça, la démocratie directe!», lance-t-il.

## COOPÉRATIVE DES TECHNICIENS AMBULANCIERS DE LA MONTÉRÉGIE (CTAM): ILS-ELLES ONT ACHETÉ L'ENTREPRISE



PHOTOMONTAGE DENIS RIOUX

En ce sens, la CTAM est différente de la majorité des coopératives qui ont adopté un style dirigiste, calqué sur le modèle de l'entreprise traditionnelle. Mais toute cette démocratie risque-t-elle d'engendrer des réunions à n'en plus finir? «Il faut utiliser l'Assemblée générale avec discernement, poursuit M. Blain. Une fois qu'on s'est entendu pour acheter les véhicules les plus sécuritaires, le choix de la couleur intérieure, c'est à la discrétion du patron...»

La CTAM est aujourd'hui une entreprise très prospère. Au début, 24 membres recevaient 11 000 appels par année. Aujourd'hui, ils sont 180 techniciens-nes, dont 60 à temps partiel. Le nombre d'appels et le chiffre d'affaires ont triplé. «Ce n'est pas grave de faire de l'argent. Ce qui compte, c'est la façon dont on le redistribue», commente le directeur. Mais le plus important, c'est que leur rendement s'est beaucoup amélioré. «Notre temps de réponse moyen est passé de 45 à 12 minutes», explique-t-il avec fierté.

La vie d'un-e ambulancier-ère est une lutte perpétuelle contre le temps. «Quand on reçoit un appel pour un arrêt cardiaque, on a 6 minutes pour réagir», raconte M. Ronald Cusson, qui tra-

vaille à Saint-Bruno, l'une des 11 casernes de la coop. Pour lui, le travail d'ambulancier, c'est une vocation: «Je fais le plus beau métier du monde!, dit-il. Sauver la vie d'un enfant, c'est la plus grande satisfaction qu'on peut avoir.»

Autrefois, la caserne de Saint-Bruno était située à l'une des extrémités de la ville, soit à quatre minutes du point le plus éloigné. M. Cusson était déterminé à la faire déménager au centre de la municipalité. Le problème, c'est qu'il fallait l'installer en plein quartier résidentiel. Les autorités s'étaient d'abord opposées. «Mais tout le monde se sent plus en sécurité quand l'ambulance est proche. Alors, ils ont fini par accepter.»

Aujourd'hui, tous les membres de la CTAM s'entendent pour dire que cette expérience a été très enrichissante sur le plan humain. Mais ce ne sont pas toutes les coops qui parviennent à survivre. Existe-t-il une clé du succès? «Il n'y a pas de recette miracle, répond M. Blain. Mais il faut avoir une volonté de réussir à toute épreuve. Ce que je trouve malheureux, c'est que la plupart des gens attendent que leur entreprise soit au bord de la faillite pour tenter l'aventure.»

# Qui, sinon l'État,

peut assurer la solidarité sociale,  
lutter contre les inégalités  
et favoriser l'épanouissement  
de l'ensemble des citoyennes  
et citoyens du Québec?

Pour ce faire, l'État doit pouvoir  
compter sur une fonction publique  
forte, impartiale et centrée sur  
les besoins de la population.

**SOLIDAIRES POUR LA RELANCE SOCIALE.**

**SPGQ**

Syndicat de professionnelles et professionnels  
du gouvernement du Québec

LA  
RECETTE  
DU  
BONHEUR  
C'EST...

*des emplois de qualité.*

